

IJA # 514

**Book Section - History of Israel
With Extensive Annotations**

réfugié au Caire, qui a vendu ses services aux Israéliens, comme il les vendrait au plus offrant, et qui, de ce fait, reste un agent encore valable et utilisable, à condition d'y mettre le prix.

Or, la commission d'enquête nommée le 29 décembre 1954 par le gouvernement commence par convoquer Avri Elad en Israël pour recueillir son témoignage sur l'activité du réseau d'Alexandrie. Avant son retour d'Europe, un officier de l'Aman dépêché à Paris, le lieutenant-colonel Mordekhai Almog, lui fixe secrètement rendez-vous le 2 janvier à 14 heures, à l'angle de l'avenue de Wagram et de la place de l'Étoile. Au cours de cette rencontre clandestine, il lui remet une lettre du lieutenant-colonel Ben Zur, chef de l'unité 131. Ce dernier demande tout simplement à Elad d'oublier les actions de son réseau antérieures à l'opération du 23 juillet et de « corriger » en ce sens tous les papiers et documents relatifs aux actions des 2 et 14 juillet. Dévoué à celui qui a fait sa carrière dans les services spéciaux, Elad accepte de se prêter à cette manipulation de textes.

Ben Zur vient d'ailleurs l'accueillir lui-même à son arrivée, le 4 janvier 1955, à l'aéroport de Lod. Il vérifie la mise au point du scénario. Et le fait rencontrer le colonel Gibli en cachette pour répéter ensemble sa déposition devant la commission. Elad lui remet l'original du journal de bord dans lequel il transcrivait, en code, toutes les instructions reçues de la centrale, et ne garde, à l'usage de la commission d'enquête, qu'un double proprement remanié.

Pourtant les commissaires Olshan et Dori qui recueillent sa déposition pressentent qu'on leur a caché quelque chose. Dans le plus grand secret, entre le 2 et le 10 janvier, ils ont collecté une dizaine de témoignages, enregistrant une série d'accusations et de contre-accusations qui leur dévoile l'état hypertendu des relations entre les principaux dirigeants de la Défense. Dayan et Peres ont même proposé au secrétaire de Lavon, Ephraïm Evron, de témoigner contre son patron, mais essuyé un refus. A l'extérieur, Israël continue néanmoins à nier toute responsabilité dans l'affaire du réseau sioniste d'Égypte.

Face à l'avalanche de documents et de dépositions contestées, dont ils n'ont pas les moyens d'apprécier le degré d'authenticité, les commissaires nommés reviennent, le 13 janvier, déclarer à Sharett leur incapacité de trancher si Gibli a agi ou non sur ordre de Lavon.

Le 27 janvier, le tribunal du Caire qui juge les dix survivants du réseau sioniste rend son verdict : le Dr Moussa Marzouk, chef de la cellule cairote, et Samuel Azzar, chef de la cellule d'Alexandrie,

sont condamnés à mort; six autres accusés à des peines variant de trois ans de prison à la réclusion perpétuelle; deux relâchés faute de preuves. A la demande de Sharett, le député britannique Maurice Averbach rencontre Nasser et Ali Sabri, mais le Raïs, qui vient de refuser, six semaines plus tôt, la grâce de six Frères musulmans condamnés à mort, ne peut épargner la potence aux deux chefs de cellules sionistes... Le 30, malgré les appels à la clémence émanant de tous les horizons politiques, culturels et religieux, Marzouk et Azzar sont pendus dans la cour de la prison centrale du Caire.

En Israël, les passions se déchaînent. Le 2 février, Sharett, poussé par Isser Harel, contraint Lavon à donner sa démission. Le 17, Ben Gourion rentre plus tôt que prévu de Sde Boker reprendre le portefeuille de la Défense, dans le gouvernement de son rival, Moshe Sharett, auquel il ne tardera pas à succéder à la présidence du Conseil.

Le « Vieux » convoque le colonel Gibli et lui explique qu'il ne peut le laisser à la tête de l'Aman. Il lui confie le commandement de la brigade Golani, sur la frontière nord, et fait revenir de Paris, où il poursuit ses études, le colonel Harkabi pour le remplacer.

La soudaine tension frontalière avec la Jordanie, les infiltrations de fedayin de Gaza et de Samarie feraient peu à peu oublier la « vilaine affaire » (« Haessek Habish », comme la nomme alors la presse hébraïque), si deux hommes, eux, n'étaient pas près d'oublier : Pinhas Lavon et Isser Harel.

Lavon a consolidé sa position dans l'appareil travailliste en se faisant élire au poste clé de secrétaire général de la Histadrout, la toute-puissante confédération syndicale. Il y attend l'heure de la revanche.

Avec le retour de Ben Gourion dans les allées du pouvoir, Harel reprend son rôle de patron suprême des services secrets. Il en profite pour ouvrir le dossier d'Avri Elad, dont il s'étonne qu'on le laisse poursuivre son activité d'espionnage militaire sous l'identité de Paul Frank, brûlée par le procès du Caire. Il voit là le signe patent de la mauvaise gestion de l'Aman, ce Deuxième Bureau de l'armée qu'il considère comme un service à domestiquer.

Très vite, Isser-le-Petit découvre la vérité sur la déposition fabriquée d'Elad devant la commission d'enquête et démonte la machination montée par les faussaires contre Lavon. Il n'aime pas Lavon, mais moins encore Peres et Dayan, ses rivaux directs auprès du « Vieux ». Il tient donc avec le dossier d'Avri Elad une pièce décisive pour empêcher tout retour éventuel de Gibli à la tête de l'Aman — et qui peut également lui être d'une grande utilité dans sa lutte contre Dayan.

Il obtient d'Harkabi de mettre fin à la mission d'Avri Elad en Allemagne et de le radier des cadres du service de renseignement de l'armée. Privé de couvertures et de situation — toutes ses affaires commerciales de façade ayant été liquidées — l'ancien maître d'œuvre de l'« Opération Susana » végète quelque temps en Israël, puis se rend à Vienne au chevet de son père qui est mourant. De là, Elad fait, en mars 1957, un saut à Düsseldorf, où l'un de ses anciens amis allemands du Caire, Bob Jantzen, a ouvert une station d'essence. Il lui demande de le remettre en contact avec l'attaché militaire égyptien à Bonn, le colonel Osman Noury, ancien chef adjoint du deuxième Bureau égyptien au moment du procès de décembre 1954.

Noury le connaît toujours sous le nom de Paul Frank, un ancien SS travaillant pour le plus offrant. Il a même essayé en 1956 de le retourner au profit de son service, selon un rapport d'Elad faisant état à ses anciens patrons de l'Aman de cette proposition. En réponse, l'Aman lui avait interdit de prendre le risque de se laisser recruter.

Après sa démarche auprès de Jantzen, Elad revient à Vienne chez son père et trouve un emploi au bureau autrichien de la compagnie d'aviation israélienne El Al. Or, Bob Jantzen figurait sur la liste des recrues potentielles du Mossad. Et, en juillet 1957, il est effectivement contacté par un émissaire de la centrale israélienne qui lui propose une somme rondelette pour revenir s'installer en Egypte. Jantzen se laisse convaincre. Mais quelle n'est pas la stupéfaction de l'agent du Mossad de l'entendre ajouter :

— J'ai déjà transmis à l'attaché militaire égyptien Osman Noury la demande de votre homme à Vienne, Paul Frank.

— Ce n'est pas un homme à nous, répond l'émissaire, en se disant qu'il doit s'agir d'un cas typique de manque de coordination des services.

Et de câbler aussitôt à Isser Harel : « La concurrence a déjà mis la main sur Jantzen à qui Paul Frank a demandé de contacter Osman Noury. »

Le patron du Mossad sursaute. Il sait qu'Avri Elad n'est plus en service actif à l'Aman et qu'il lui a été expressément interdit de remettre les pieds en Allemagne. Il convoque le successeur de Ben Zur à la tête de l'unité 131, Yossi Hamburger, ancien commandant de la Haganah à bord de l'*Exodus 47*. Il lui demande de vérifier si Elad n'a pas reçu de nouvelles missions en Allemagne, en particulier celle de contacter l'attaché militaire d'Egypte. Hamburger lui rapporte une réponse absolument négative.

Dès lors, sur le tableau de bord du Mossad, le rouge est mis. Hamburger s'est chargé de faire revenir discrètement Elad en Israël pour approfondir l'enquête, sans éveiller ses soupçons. A la mort de son père, en octobre 1957, l'ex-Paul Frank rentre effectivement à Tel Aviv, où il a l'intention d'entreprendre une véritable carrière commerciale.

Le 16 décembre, le colonel Yaacov Hefetz, chef de la sécurité militaire, qu'il a connu autrefois au Palmakh, l'invite à passer à son bureau à la Kyria. Au milieu de la conversation, il lui lance une question à brûle-pourpoint :

— Peux-tu me certifier n'avoir jamais trahi ton pays ?

Elad reste interloqué. Avant qu'il reprenne ses esprits, deux officiers du Shin Bet font irruption dans la pièce. L'un d'eux, Zvi Aharoni, n'est autre que le chef des enquêteurs du service de sécurité :

— Avoue-le donc que tu as trahi ! s'écrie-t-il brutalement.

L'enquête « à l'amicale » dure toute une semaine. Accompagné d'un officier de la sécurité militaire, Elad se rend à Haïfa, où on le laisse prendre quelques affaires dans son appartement. Il en profite pour faire passer par une amie un message à Benjamin Gibli, l'ancien patron de l'Aman : « Au secours ! Je suis entre les pattes du Petit ! » Il fait également remettre à un ami, Peter Landesman, ancien sergent de police, une mallette pleine de documents, dont certains pourraient constituer des preuves de la machination montée contre Lavon avec sa participation, notamment une lettre compromettante de Gibli.

Le chef enquêteur du Shin Bet, Aharoni, apprend qu'il a laissé cette mallette entre les mains de Landesman, dont il fait aussitôt fouiller clandestinement l'appartement. En vain. L'équipe de contre-espionnage se rend, du coup, dans la maison du père de Landesman, à Pardes Hana. Elle trouve la mallette à demi calcinée dans un champ derrière la maison. Tout le contenu a brûlé, à l'exception de négatifs, dont un lot appartient à Elad. Un autre lot provient de la photographie du dossier le plus secret de l'unité 131, le « dossier mauve ».

Interrogé par Aharoni, Elad prétend n'avoir jamais vu les photos de ce dossier, n'y avoir d'ailleurs jamais eu accès, ignorant jusqu'à l'endroit où il pouvait être gardé. Les archivistes de l'unité 131 confirment qu'Elad n'a jamais pu avoir l'occasion d'y mettre son nez. On ne saura donc pas comment les photos d'un dossier ultra-secret sont arrivées dans cette mallette. Mais le fait suffit pour mettre la puce à l'oreille d'Aharoni qui soupçonnait Elad d'être en rapport depuis longtemps avec les services égyptiens.

En réalité, Elad ne peut donner d'explications satisfaisantes sur sa période égyptienne — décembre 1953-août 1954 — parce qu'il se conforme aux instructions de Ben Zur et de Gibli quant aux débuts de l'« Opération Susana ». Le raisonnement d'Aharoni, devant tant de mensonges, d'omissions et d'in vraisemblables contradictions, est le suivant : au cours du procès du Caire, les Egyptiens ont laissé entendre, à plusieurs reprises, qu'ils avaient eu « une bonne source de renseignement » sur les activités du réseau sioniste démasqué. Cette source n'était-elle pas un des membres du réseau ? N'était-elle pas son dernier chef, Paul Frank, alias Avri Elad ?

L'enquête incomplète d'Aharoni décide Isser Harel à demander la constitution d'une commission d'enquête militaire sur les responsabilités dans la chute du réseau. C'est la deuxième grande question de l'Affaire : y a-t-il eu trahison ?

Devant cette commission composée du procureur militaire Shamgar, qui deviendra plus tard juge à la Cour suprême, du colonel Ariel Amiad, qui dirigera beaucoup plus tard la Compagnie nationale d'électricité, et d'Aharoni en personne, Elad consent enfin à parler. Enfreignant la consigne de ses anciens chefs au Deuxième Bureau de l'armée, il donne tous les détails sur... la machination du trio Gibli-Ben Zur-Dayan contre Lavon. Le colonel Amiad, stupéfait de ces révélations, sent qu'elles risquent de mettre la hiérarchie militaire tout entière en cause. Dès lors, il n'a de cesse de freiner le zèle de sa commission. Celle-ci, du coup, n'aboutit à aucune conclusion sur une éventuelle trahison d'Elad. Il y a, certes, des présomptions, suffisantes aux yeux d'Isser Harel, mais il manque une preuve, un témoignage direct pour les confirmer.

Cette preuve, ce témoignage toujours manquants, le chef du Mossad va les chercher, inlassablement, pendant dix ans, à travers trois continents. Son service parvient à se procurer une copie du dossier et le compte rendu intégral du procès du Caire, puis à entrer en contact avec un officier égyptien qui y a témoigné. Il interroge longuement l'Allemand Bob Jantzen et une demi-douzaine d'étrangers qui ont connu Paul Frank en Egypte. Il tente même de faire parler à ce sujet l'attaché militaire Osman Noury, qui a toujours pris Elad pour un ancien SS. En pure perte...

A leur arrivée en Israël, les premiers condamnés libérés en 1968 ne pourront pas davantage apporter de preuves d'une quelconque trahison d'Elad. Les dossiers du Mukhabarat (services secrets égyptiens) garderont leur secret. Les libérés ne feront que mettre en relief les présomptions réunies par Zvi Aharoni et Isser Harel :

1/ « Paul Frank » est resté en Egypte du 23 juillet au 6 août 1954, alors qu'il risquait d'être dénoncé par l'un des agents soumis aux interrogatoires de la Sécurité égyptienne durant cette longue période.

2/ Il a pu vendre tranquillement avant de partir sa Plymouth décapotable bien connue des membres du réseau.

3/ Les quatre premiers agents arrêtés étaient ceux qu'il avait contactés pour l'« Opération Susana ».

4/ Il a pris le risque d'emporter le principal émetteur du réseau au lieu de s'en débarrasser en le jetant dans le Nil.

5/ Il a cherché un contact en Allemagne avec l'ancien chef adjoint du Deuxième Bureau égyptien.

6/ Azzar a raconté à ses codétenus qu'Elad n'est pas venu au dernier rendez-vous fixé pour le sortir d'Egypte en voiture et que les policiers sont venus à sa place l'arrêter le 31 juillet.

7/ L'officier de police en faction devant le cinéma Rio d'Alexandrie s'était écrié : « On les attendait ! », quand il a secouru Philippe Nathanson brûlé par la bombe qui se consumait dans la poche de sa veste de toile.

8/ Le procureur, au procès, a évoqué à deux ou trois reprises l'existence d'une « source sensible » à la base de la chute du réseau.

En sens contraire, d'autres éléments plaideront en faveur de l'innocence d'Avri Elad :

1/ Victor Levi a disposé de cinq heures avant d'être arrêté pour prendre des mesures de sécurité, ce qui n'aurait pas été le cas s'il avait été donné par Elad avec Nathanson.

2/ Les enquêteurs égyptiens ont mis huit jours avant de trouver, sur les indications de Levi, le studio d'artiste qui servait de lieu de rendez-vous.

3/ Azzar n'a été découvert que parce qu'il avait loué ce studio à son nom.

4/ Si elle avait été informée de l'existence du réseau, la police égyptienne n'aurait pas eu intérêt à laisser s'accomplir les attentats du 23 juillet, étant donné l'état de tension politique qui prévalait en Egypte à l'époque. Elle serait intervenue préventivement, dès les premières répétitions manquées, sans avoir à se soucier de protéger leur hypothétique informateur.

5/ S'il avait été la source d'Osman Noury en 1954, Elad n'aurait eu nul besoin du truchement de Bob Jantzen pour le recontacter en Allemagne en 1957.

6/ Elad n'a jamais eu les coordonnées de l'espion solitaire Max Bennett et la police l'a arrêté moins de douze heures après

Marcelle Ninio, la seule du réseau à avoir été en contact avec lui.

Les Egyptiens ont pu disposer d'autres sources d'informations qu'une prétendue trahison interne. Par exemple chez les communistes égyptiens peu enclins à se voir attribuer des provocations anti-américaines commises par un activisme concurrent. Hypothèse peu probable. Ou bien auprès de l'antenne de la C.I.A. au Caire, dont les chefs comme Kermit Roosevelt pouvaient se permettre d'intercepter une lettre du ministre Foster Dulles à Nasser parce qu'ils en jugeaient les termes déplaisants pour le Raïs. Ses agents ont dû enquêter sur les attentats perpétrés, le 14 juillet 1954, contre les institutions américaines d'Egypte, et ils ont pu communiquer à leurs collègues égyptiens les résultats de leurs investigations.

Mais la plus vraisemblable réponse à la question « qui a trahi ? » est qu'il n'y a pas eu besoin de trahison pour faire tomber au premier accident ce réseau d'amateurs sans papiers de rechange, sans système d'alerte, sans cloisonnement réel, sans liaison radio régulière avec Israël durant la courte période de l'opération improvisée par Elad entre le 25 juin et le 2 juillet... Et Elad n'était sûrement pas le meilleur choix pour une mission aussi spéciale que stupide imaginée par un service action au recrutement douteux : l'unité 131 était à l'époque truffée d'aventuriers et de déséquilibrés à la recherche d'une réhabilitation.

Tel était le cas d'Avri Elad, ancien combattant de la Brigade juive en Italie, immigré en Israël à 14 ans après une enfance difficile en Autriche. Capitaine dans la brigade de Rabin au Palmakh lors de la guerre d'indépendance, il a été dégradé et chassé de l'armée pour confiscation arbitraire de biens arabes. Instable, divorcé, sans travail, il s'est enrôlé dans la « 131 » en novembre 1952 et s'est fait envoyer au Caire en décembre 1953.

« J'ai pris ce risque, écrira-t-il dans ses Mémoires en 1974, parce que je me devais de retrouver ma fierté perdue. »

Arrêté en 1958 par le Shin Bet, condamné en août 1960 à dix ans de prison, non pour trahison du réseau, mais pour détention de documents secrets avec l'intention de les négocier à l'étranger, il purgera sa peine dans l'aile de la prison de Ramleh réservée aux détenus dangereux : les X. Un autre X se fera connaître de lui en frappant des coups de signaux morse au mur de sa cellule. Un tueur, semble-t-il.

Il s'appelle Mottaleh Kedar. Repoussé par ses parents, élevé par une grand-mère à Hadera, il a tenté de prendre sa revanche sur la vie en se mettant, très jeune, à la tête d'un gang. Soupçonné sans preuve de participation à plusieurs hold-up, il a accepté de se

soumettre en 1952 à une psychothérapie proposée par un médecin de la prison de Ramleh. Pilier assidu des cafés d'artistes de Tel Aviv et de Jérusalem, il a alors voulu s'inscrire à l'université hébraïque, en faisant croire qu'il avait son bachot. La tricherie découverte lui a fermé la porte des études supérieures.

Plus tard, il a été envoyé à l'étranger. Il y aurait commis un crime. Rapatrié en Israël, il a été arrêté à son arrivée par quatre fonctionnaires armés de mitraillettes. Considéré comme un « dur », il a passé deux ans interné en isolement complet en vertu d'une loi d'urgence héritée du mandat britannique. Après quatre ans et demi de procédure judiciaire, il a été condamné à vingt ans de prison qui l'ont précipité dans les oubliettes des cellules X de la prison de Ramleh, dont il ne sortira en 1974 que pour s'expatrier...

En attendant, il joue aux échecs en morse sur un tableau imaginaire avec son voisin de cellule, Avri Elad... Quand, en 1968, Elad sortira de prison, ce sera pour apprendre l'étrange disparition du principal témoin à charge de son procès : Peter Landesman, l'homme qui recelait sa mallette pleine de documents compromettants, aura été trouvé mort, peu auparavant, brûlé vif dans son lit par la cigarette qu'il tenait à la main en s'endormant !

Entre-temps, le procès Elad aura ouvert, en 1960, la troisième phase de l'affaire Lavon. Cette fois, c'est le grand jeu, la bataille au finish entre Ben Gourion, qui a écarté rivaux et opposants avec l'aide d'Isser Harel en cumulant les postes de Premier ministre et de ministre de la Défense depuis l'été 1955, et Pinhas Lavon, qui, poursuivi de son impitoyable vindicte, apparaîtra bientôt comme une sorte de capitaine Dreyfus à l'israélienne... Cette affaire aura empoisonné pendant plus de dix ans la vie publique d'Israël, pour aboutir au limogeage de Lavon, à la retraite définitive de Ben Gourion, à la scission du parti Mapai et, par un choc en retour à plus long terme, au déclin et à la chute finale du régime travailliste !

Lancé dans un fructueux commerce avec l'Éthiopie, Yossi Hamburger, l'ancien successeur de Ben Zur à la tête de l'unité 131, entretient, au début de 1960, des relations d'affaires avec le ministre de l'Industrie, Pinhas Sapir, l'homme fort de l'appareil du parti. En février, il lui révèle, à cette occasion, ce qu'il sait, par les aveux d'Elad, de la machination montée contre Lavon en 1954. Sapir, qui sent déjà venir la lutte pour la succession du « Vieux », est décidé à barrer la route aux prétendants de la

génération de 1948, tels Dayan et Peres. En avril, il envoie Hamburger tout raconter à Lavon en présence de son ancien secrétaire Ephraïm Evron.

Isser Harel, l'oreille toujours aux aguets, a vent de cette rencontre et en informe Ben Gourion, qui, le 5 mai 1960, convoque Lavon, alors secrétaire général de la Histadrout, sous prétexte de discuter avec lui du salaire des enseignants. Mais, très vite, il en vient au fait :

— J'ai appris que tu continues à t'intéresser à l'affaire de 1954 et à m'en garder rancune, au point de préparer une revanche.

— Oui, j'ai maintenant la preuve des faux établis contre moi à l'époque. Je m'appête à demander publiquement ma réhabilitation.

C'est la crise. Ben Gourion refuse la demande de Lavon. Il ne veut bien lui accorder que la possibilité d'un recours juridique. Mais l'appareil du parti saisi décide de constituer une commission ministérielle de sept membres sous la présidence d'un représentant de la « vieille garde », Levi Eshkol. A l'issue du procès Elad, en août, les trois grands quotidiens du pays prennent fait et cause pour Lavon. En décembre, la commission le blanchit totalement de la faillite de l'Aman en 1954.

Ulcéré, Ben Gourion offre sa démission le 31 janvier 1961, car la rentrée politique de Lavon risque de sonner le glas de ses poulains. Le chantage à la démission est la dernière arme qui lui reste pour limiter les dégâts. Le comité central du Mapai se réunit le 4 février au théâtre Ohel (« la tente ») à Tel Aviv pour se prononcer.

— C'est une pièce bien triste que l'on joue ici aujourd'hui, dit un des participants. C'est la mort du Parti.

Sharett, malade, fustige dans un appel émouvant cette « voix de la peur qui supplante celle de la justice ». Le comité central vote le limogeage de Lavon du secrétariat général de la Histadrout. C'est le prix à payer pour la remise en selle du « Vieux », qui apparaît dès lors, aux yeux de l'opinion, comme un dictateur sur le déclin. Il va tenir la barre encore deux années, chargées de chagrin et de pitié. Et il s'en retournera, le 16 juin 1963, à son kibboutz du Néguev et à ses livres, closant avec son départ, le troisième chapitre de l'Affaire.

Quand, en 1967, l'ancienne secrétaire du colonel Gibli, Dalia Carmel, viendra l'y trouver pour soulager sa conscience, en présence de Shaül Avigour, Ben Gourion ne voudra même pas entendre ses aveux sur la falsification des documents de l'Aman de 1954.

Mais une quatrième phase va s'ouvrir avec la libération, en février 1968, dans le cadre de l'échange des prisonniers de la guerre des Six Jours de juin 1967, des autres derniers détenus du réseau « Susana » : Nathanson, Levi, Dassa et Marcelle Ninio. Leur arrivée en Israël sera gardée secrète par la censure militaire jusqu'en 1970. Mais on apprend alors que le chef du Mossad, Meir Amit, qui a succédé à Isser Harel en 1962, avait menacé trois fois de démissionner si ces quatre détenus n'étaient pas compris dans la liste des prisonniers échangés contre 5 000 soldats égyptiens. Dayan, devenu ministre de la Défense, n'avait pas insisté pour les y inclure, lors de la négociation de l'échange. Amit a alors proposé à l'un des généraux égyptiens capturés dans le Sināï de le libérer pour transmettre à Nasser un message dans lequel il s'engageait à garder secrète la libération des quatre. Quelques semaines plus tard, le président égyptien acceptait le marchandage.

Toutes les démarches antérieures avaient échoué : auprès de l'avocat américain Donovan (dont la médiation avait favorisé l'échange du pilote de l'U2, Gary Powers, contre le super-espion soviétique Abel), auprès du général Franco et des dirigeants grecs et autrichiens, qui, tous, avaient refusé d'intervenir. Seul Ben Bella, premier président de l'Algérie indépendante, était intervenu auprès de Nasser à la demande d'Henri Curiel, un des fondateurs du P.C. égyptien, qui avait monté un réseau d'aide au F.L.N., et qui soutenait l'action d'un comité Israël-Algérie créé à Tel Aviv. En vain.

Mais la question qu'on se pose maintenant en Israël est de savoir pourquoi aucune tentative n'avait été faite après la guerre du Sināï, en octobre 1956, pour échanger les détenus du Caire contre le général Fuad el-Digwi, fait prisonnier à Gaza : ce général avait présidé le tribunal qui les avait condamnés ! Non seulement il n'y avait pas eu de pression sur l'Égypte, mais on n'avait même pas profité des circonstances pour faire parler ce général sur l'origine de la chute du réseau...

Au moment du limogeage de Lavon, en 1961, Dayan s'était laissé aller à une plaisanterie de vocabulaire : « This is the happy End — and the End of Eppi. » Il visait par là l'assistant de Lavon, resté fidèle à son patron, Ephraïm Evron, surnommé Eppi. Or, depuis, Dayan, comme Peres avant lui, n'aura eu de cesse de ménager ce fonctionnaire, appelé successivement par l'un et l'autre à la direction des Affaires étrangères et, pour finir, au plus haut poste de la diplomatie israélienne : l'ambassade de Washington. N'était-ce pas pour acheter son silence ? Evron était le dernier témoin des intrigues nouées par les deux adversaires de son

ancien patron, au début de l'Affaire, à détenir les secrets révélés par Avri Elad à Yossi Hamburger...

Ce n'est pas, en tout cas, la seule bizarrerie de cette affaire Lavon qui, après avoir permis à Isser Harel de régler ses comptes personnels, a entamé sa disgrâce, conduit indirectement Ben Gourion à sa chute et, plus tard, un « establishment » cinquantenaire à sa perte. Et qui a surtout coûté à Israël l'échec de ses tentatives de contacts secrets avec l'Égypte.

En janvier 1955, un émissaire de Sharett avait rencontré à Paris un émissaire de Nasser pour envisager un projet de tête-à-tête au sommet. Parallèlement, à Washington, l'ancien chef du Mossad, Reuven Shiloakh, devenu ambassadeur, discutait avec le chef de la C.I.A., Allen Dulles, et son collaborateur Jim Angleton, d'une initiative de la centrale américaine de renseignement en vue d'un contact au Caire entre Nasser et un autre émissaire de Sharett. Et, à Londres, l'ancien chef d'état-major Ygael Yadin (le futur leader du parti Dash tombeur du front travailliste en mai 1977) attendait le feu vert d'Israël pour se rendre secrètement au Caire préparer une rencontre Sharett-Nasser, quand, le 27 janvier, un télégramme d'Isser Harel annulait sa mission. La condamnation à mort de deux des membres du réseau sioniste d'Égypte avait modifié les intentions de Sharett : « Nous ne négocierons pas à l'ombre des potences », dit-il à Harel.

L'ombre de l'Affaire, elle, allait faire avorter, quelques mois plus tard, une ultime tentative de rencontre à New York entre le diplomate israélien Joseph Tekoa et le représentant égyptien à la commission mixte, Salah Gohar.

Le retour de Ben Gourion à la Défense, puis à la présidence du Conseil, avait porté le coup de grâce à la politique modératrice du gouvernement Sharett. Elle se traduisit immédiatement par une escalade des représailles et une montée de la tension aux frontières. Quinze mois plus tard, c'était la guerre pour Suez. Et le premier succès de la pénétration soviétique au Proche-Orient.

VIII

1956 : LES RUSSES SONT LÀ !

Le 13 juillet 1956, un entrefilet à la page 3 du journal cairote *Al Abram* annonce la mort accidentelle d'un officier supérieur de l'armée égyptienne en poste à Gaza, le colonel Mustafa Hafez, dont la voiture a sauté sur une mine.

La réalité était tout autre. Le « bikbachi » Hafez goûtait l'avant-veille à la fraîcheur du soir sous les ombrages du jardin attendant au sévère bâtiment du Deuxième Bureau, situé au centre de cette ville blanche perdue entre le désert du Sinaï et la ligne bleue de la Méditerranée. Un factionnaire du poste de garde vient respectueusement l'avertir qu'un de ses agents demande à le voir d'urgence. L'homme attend déjà dans la petite salle réservée aux agents retour de mission, près de l'entrée. C'est un bédouin du nom de Mohamed Soliman el-Talaka, dûment immatriculé au service du renseignement militaire. Il se met au garde-à-vous et raconte à son officier traitant qu'il arrive d'Israël où il vient de rencontrer, quelques heures plus tôt, trois officiers de renseignement israéliens qu'il connaît sous les pseudonymes de Sadek, Abu Nissaf et Abu Salim.

Ils l'ont chargé, dit-il, d'une mission ultra-confidentielle : remettre un livre contenant des instructions codées à un agent israélien très important qui n'est autre que... le chef de la police de Gaza.

Le bédouin sort le livre d'un pli de son pantalon bouffant. C'est

là qu'il l'a dissimulé pour franchir la frontière et venir droit ici le remettre au colonel Hafez. Celui-ci pâlit un peu en saisissant le livre. Le chef de la police de Gaza, Lutfi el-Akawi, auquel Talaka le prétend destiné par les services israéliens, est non seulement un fidèle collaborateur. C'est de plus un ami avec qui il fait bon tirer sur la pipe du narguilé et jouer au shesh-besh. Pourtant, il n'y a pas de doute : Talaka lui tend une carte de visite d'El-Akawi que les Israéliens lui ont confiée avec le volume.

Intrigué, Hafez ouvre le colis pour examiner les messages avant de le rendre à Talaka et de suivre le cheminement de l'affaire. Une terrible déflagration secoue la pièce. Les deux hommes sont terrassés par le souffle de l'explosion du livre piégé. Mais seul le colonel Hafez qui tenait l'engin succombe à ses blessures.

Le chef de la police El-Akawi n'a pas de mal à se disculper. Son nom avait simplement été utilisé comme appât par l'Aman, le service de renseignement de l'armée israélienne, pour frapper la main qui dirigeait l'activité des fedayin dans la région de Gaza depuis le début de l'année.

Les premiers terroristes palestiniens ont en effet commencé à s'infiltrer en Israël à partir de la zone de Gaza vers les années 1953-1954. Cette zone occupée militairement par l'Égypte en 1948 constitue en fait un vaste camp de réfugiés de la première guerre israélo-arabe. Les incursions terroristes au-delà de la ligne de cessez-le-feu, qui, depuis lors, tenait lieu de frontière, firent plusieurs victimes dans les villages israéliens de la région et jusque dans la proche banlieue sud de Tel Aviv. La plupart de ces terroristes étaient, en fait, financés par le Deuxième Bureau de l'armée égyptienne et utilisés également comme informateurs. Mais même ceux qui ne servaient que d'agents profitaient de leur mission pour piller et tuer au passage.

En avril 1955, Nasser décide d'organiser officiellement des unités de fedayin (« volontaires de la mort ») à Gaza. Leurs infiltrations, devenues presque quotidiennes l'année suivante, créent une situation bientôt insupportable pour les populations frontalières. Les dossiers s'accumulent au siège de l'Aman toujours en alerte sur les tensions signalées aux fragiles frontières de l'État juif. Tous les renseignements recueillis font apparaître le rôle capital d'un homme dans la manipulation des fedayin : le colonel Mustafa Hafez, chef du Deuxième Bureau égyptien pour la zone de Gaza. Il est ainsi établi que, dans la seule semaine du 1^{er} au 7 avril 1956, ce colonel a envoyé personnellement quelque 200 fedayin à travers la « ligne verte », qui ont fait en Israël plusieurs dizaines de morts et de blessés parmi les civils israéliens.

Un plan d'action est mis au point vers la fin du mois de juin par les responsables de l'Aman. Objectif : la liquidation de Mustafa Hafez. Il n'est pas simple à réaliser, car six ans d'expérience du renseignement à Gaza, d'où il contrôle l'ensemble de l'espionnage égyptien en Israël, ont rendu ce brillant officier d'une prudence proverbiale. Colonel à 34 ans, ses succès dans la formation, l'entraînement et les opérations de sabotage des fedayin, lui ont valu d'être distingué personnellement par le Raïs. En 1956, il se sent assez fort et sûr de lui pour engager le jeu le plus dangereux dans le domaine du renseignement : la manipulation d'agents doubles.

Soliman el-Talaka est l'un de ses meilleurs. Bédouin nomadisant facilement à travers la frontière, il a réussi à approcher des officiers de renseignement israéliens rencontrés au cours de ses pérégrinations dans le Néguev et à leur donner suffisamment de gages pour qu'ils acceptent ses offres de service. Il agit en réalité sur les instructions du colonel Hafez, qui lui a demandé de se prêter à ce double jeu pour pénétrer les services israéliens. Mais les Israéliens n'ont pas tardé à s'en rendre compte. Et quand, au mois de juin, divers plans sont mis à l'étude pour liquider le colonel Hafez, un des officiers de l'unité spéciale de l'Aman liée au réseau de l'affaire Lavon propose de se servir de cet agent double. Pour lui, le montage de cet attentat est une manière de venger également les pendus du Caire.

Le meurtre du chef du Deuxième Bureau égyptien de Gaza est en fait le signal de l'imminence d'une nouvelle confrontation armée entre les deux pays. Un premier clash a déjà eu lieu, seize mois plus tôt, quand, le 25 février 1955, un groupe de Palestiniens de Gaza s'est infiltré en Israël et a tué un cycliste juif près de Rehovot, au cœur du pays. Dans la poche d'un des terroristes, abattu par une patrouille, les Israéliens trouvent un rapport sur le mouvement des véhicules dans le sud du pays destiné au bureau des renseignements militaires égyptiens.

Le surlendemain, Ben Gourion, récemment revenu au ministère de la Défense, et le général Dayan, chef de l'état-major, se présentent chez le Premier ministre Moshe Sharett pour lui

demander l'autorisation de lancer une opération de représailles contre les bâtiments d'une base militaire égyptienne à Gaza. Dayan évalue les pertes éventuelles à dix morts du côté égyptien. Le pacifique Sharett ne peut que s'incliner devant les nécessités de l'action. Il écrit même dans son Journal : « Je regrette que le crédit de cette opération aille sûrement à Ben Gourion. »

Bien que des divergences de vues profondes opposent les deux hommes notamment quant à l'inévitabilité d'un nouveau conflit armé avec l'Égypte, Sharett et Ben Gourion sont alors aussi désireux l'un que l'autre de venger, en ripostant militairement aux infiltrations des émissaires du renseignement égyptien, les deux leaders du réseau de l'affaire Lavon, Samuel Azzar et Moshe Marzouk, pendus au Caire le 31 janvier précédent. Sharett en fera d'ailleurs l'aveu à l'ambassadeur américain en Israël, Edward Lawson.

Dans l'esprit de Dayan, l'opération doit plutôt servir de tremplin à une offensive de grande envergure destinée à chasser les Égyptiens de la zone de Gaza, ce saillant enfoncé au flanc sud-ouest d'Israël. Il a même demandé à son état-major de préparer un plan de conquête de Gaza qu'il fera soumettre deux mois plus tard par son ministre, Ben Gourion, au gouvernement.

« Il faut transformer cette région en poing d'acier contre la menace égyptienne », avait dit le « Vieux Lion » à son secrétaire Elhanan Yshai, alors que, redevenu simple citoyen, il visitait vers la mi-juillet 1954 la région encore déserte de Lakhish. Cette réflexion avait étonné son compagnon :

— La Jordanie et la Syrie ne représentent-elles pas pour nous un plus grand danger ?

— Lorsqu'une mouche tourne autour de ta tête, répondit Ben Gourion, et qu'un serpent s'approche de tes pieds, c'est le serpent qui est plus dangereux. Le serpent, c'est l'Égypte.

Ben Gourion ne pouvait douter un instant de la volonté de revanche des Égyptiens. Il considérait le départ prochain des Britanniques de la zone du canal de Suez comme le début d'une période d'aventures étrangères auxquelles le nouveau régime issu de la révolte des Officiers libres serait tenté d'avoir recours. Le chef sioniste ne nourrissait aucune sympathie pour le jeune et dynamique Bikhachi Gamal Abdel Nasser qui était précisément en train de prendre en main le destin de l'Égypte. *La Philosophie de la révolution*, l'ouvrage de Nasser publié pour la première fois sous forme de brochure l'année précédente, témoignait à ses yeux d'une ambition qui n'entendrait pas se laisser confiner dans le cadre géographique et politique de l'Égypte.

Le triomphe de Nasser à la première conférence des pays non alignés, à Bandoeng, en avril 1955, allait fournir à Ben Gourion sa dernière pièce à conviction dans le procès historique instruit en son for intérieur contre le Raïs. La guerre avec l'Égypte devenait pour lui un danger très réel. Mais contrairement à Dayan qui croyait à son inévitabilité à laquelle il fallait se préparer toutes affaires cessantes, il pensait possible de reculer indéfiniment ce danger de conflagration par une politique de représailles de grande envergure qui ferait tenir les Égyptiens tranquilles, du moins sur leur frontières avec Israël.

Le 21 février 1955, Ben Gourion est sorti de sa retraite de Sde Boker pour succéder au malheureux Pinhas Lavon à la tête du ministère de la Défense. Ses conceptions vont vite se heurter à celles de Moshe Sharett resté à son poste de Premier ministre. La coopération entre les deux hommes ne va pas tarder à se révéler extrêmement difficile. Ben Gourion ne croit pas à l'éventualité d'une paix réelle avec les Arabes dans un avenir prévisible. Les événements ne découragent pas Sharett de poursuivre au contraire une politique de contacts avec eux, surtout avec les Égyptiens. Il s'est même efforcé de maintenir une liaison indirecte et discrète avec Nasser et s'oppose à la politique de représailles massives préconisée par Dayan et Ben Gourion.

Dayan n'a d'ailleurs cessé de pousser Ben Gourion, dès le retour du « Vieux » au gouvernement, à accélérer le processus d'une confrontation armée, avant que l'Égypte ne reçoive d'armes modernes, en donnant à Israël l'avantage du choix du moment... et du terrain.

Trois jours après le retour de Ben Gourion, le Proche-Orient vit une de ses crises les plus dramatiques qui secouent périodiquement la région. A Bagdad, le Premier ministre turc Adnan Menderes signe ce jour-là avec le Premier irakien Nouri Saïd un pacte de défense dirigé contre l'Union soviétique, à l'initiative des Américains. Ceux-ci renoncent au dernier moment à se joindre officiellement au traité pour ménager aussi bien Nasser que Ben Gourion : l'Égypte et Israël sont, pour des raisons différentes, vivement opposés à l'institution d'un tel pacte régional. Nasser y voit le retour déguisé de l'impérialisme britannique et le

succès de son rival pour le leadership du monde arabe, Nouri Saïd, le protégé des Occidentaux, qui n'hésitera pas à dire à Eden, à Londres, quand Nasser nationalisera la Compagnie de Suez : « Frappez-le, frappez-le à mort ! » Ben Gourion, lui, redoute pour Israël l'existence d'un traité liant à l'Occident un groupe d'États arabes.

C'est dans ce contexte qu'est décidée, le 27 février, avec l'accord de Sharett, la première opération de représailles contre l'armée égyptienne du territoire de Gaza.

La nuit suivante, le jeune colonel Arik Sharon, récemment nommé commandant des parachutistes de Tsahal, donne l'ordre à 150 de ses hommes de pénétrer dans la zone de Gaza, pour l'opération « Flèche noire », selon le nom de code qui lui est attribué par le poète de service à l'état-major. Les deux commandants qu'il s'est adjoints pour la circonstance sont Aharon Davidi, qui lui succédera plus tard à la tête des paras, et Dany Matt, qui, le 15 octobre 1973, sera le premier chef d'unité à franchir le canal de Suez sous ses ordres pour une percée décisive.

Au cours de cette action nocturne contre une base militaire égyptienne de Gaza, les paras de Sharon mettent définitivement hors de combat 38 soldats de Nasser. L'annonce du raid stupéfie le monde. En Israël, elle remonte le moral de l'armée et de la population ébranlée par les péripéties de l'affaire Lavon. Mais Sharett ne cache pas son inquiétude. L'objectif fixé à l'opération de représailles a été outrepassé.

En Égypte, Nasser confiera plus tard à l'émissaire spécial du président Eisenhower, Robert Anderson, que le raid de Gaza l'a surpris littéralement « le pantalon sur les chevilles » et l'a incité, d'une part, à enrôler les volontaires palestiniens de Gaza dans des unités combattantes, les fedayin, d'autre part, à se tourner vers l'Union soviétique pour se procurer de l'armement. Ce qui a, en réalité, déterminé Nasser à demander une aide soviétique c'est beaucoup plus le pacte de Bagdad, liant à l'Occident son principal rival de l'époque; et le projet qu'il caressait déjà de nationaliser le canal de Suez : tout en jouant encore un jeu très prudent de ce côté-là, il pensait qu'il serait bon d'avoir les Russes avec lui en cas de raidissement franco-britannique.

A l'un des principaux agents de la C.I.A. en poste au Caire, Kermit Roosevelt, avec qui il entretenait des rapports de confiance, il dit simplement avoir besoin d'armes soviétiques pour se défendre contre les intentions expansionnistes d'Israël. Et tout en constituant les premières unités de fedayin, il a d'abord donné des instructions très strictes au commandant de Gaza pour limiter

à des opérations de renseignements les infiltrations palestiniennes en Israël.

A Tel Aviv, le gouvernement Sharett ne tient pas, de son côté, à envenimer davantage la situation. Il refuse le plan de conquête de Gaza que lui soumet Ben Gourion le 25 mars 1955. La tension ne s'apaise pas pour autant le long de la frontière. Le 28 août, un groupe de fedayin massacre six Israéliens à 18 kilomètres de Tel Aviv. Dayan propose une opération immédiate de représailles. Sharett s'y oppose formellement. Le général borgne offre alors sa démission de chef de l'état-major. Le ministre de la Défense, Ben Gourion, annonce qu'il prend un congé et part effectivement en vacances, en signe de protestation. Sharett baisse les bras.

Trois jours plus tard, les colonels Motta Gur et Rafaël Eytan, dit Rafoul, lancent leurs commandos à l'assaut de la station de police de Khan Yunes, au sud de Gaza : 37 soldats égyptiens restent au tapis.

A terme, une guerre paraît de plus en plus inévitable. La politique modératrice de Sharett est battue en brèche par la ligne dure de Ben Gourion, redevenu Premier ministre à la faveur des élections de juillet à la Knesset.

Le 27 septembre suivant, Israël apprend avec stupeur la signature d'un accord de livraison de 200 chasseurs-bombardiers Mig soviétiques entre la Tchécoslovaquie et l'Égypte. Les forces aériennes d'Israël n'ont que 30 appareils à réaction à aligner en face.

« Nasser va partir en guerre dans six mois », estime Ben Gourion, qui consulte ses conseillers les plus proches sur la parade à adopter : déclencher une guerre préventive avant que l'aviation égyptienne devienne opérationnelle, ou contrebalancer les fournitures soviétiques à l'Égypte par un achat massif d'armes. Dayan est partisan d'une confrontation immédiate. Isser Harel, le chef du Mossad, préfère, comme Sharett, temporiser et aller chercher des armes aux États-Unis. Le directeur du ministère de la Défense, Shimon Peres, qui a déjà établi à l'époque des relations personnelles très étroites avec Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense du gouvernement Edgar Faure, et son directeur de cabinet, Abel Thomas, penche pour un traité d'alliance avec la France, déjà engagée dans une épreuve de force redoutable contre le nationalisme arabe en Algérie.

Ben Gourion opte tout d'abord pour la thèse de Dayan, qu'il convoque, le 23 octobre, à l'hôtel President à Jérusalem : il lui demande un plan d'opération permettant une conquête rapide des détroits de Tiran, à l'entrée du golfe d'Eilat. L'attaque,

qui reçoit le nom de code Omer — prénom du jeune fils du commandant désigné, le colonel Haïm Bar-Lev — est fixée pour la fin de décembre.

Mais, le 13 novembre, Ben Gourion se ravise et décommande l'opération. Il décide d'envoyer Isser Harel à Washington avec l'espoir de convaincre les Américains de fournir un armement moderne à Israël.

L'administration Eisenhower, qui a favorisé la création du pacte de Bagdad auquel elle s'abstient de prendre part et qui refusera plus tard d'aider Nasser à construire le barrage d'Assouan, entretient des rapports ambigus avec l'Égypte. Tout en essayant de développer de bonnes relations avec le Raïs, elle accumule toutes les erreurs qui vont favoriser la pénétration soviétique au Proche-Orient en poussant Nasser à faire appel à Moscou.

Depuis les premiers jours de la révolution égyptienne de juillet 1952, la C.I.A. était en contact avec Nasser, par deux de ses agents, d'abord Miles Copeland, qui, de son propre aveu, a versé jusqu'à 3 millions de dollars au Bikbachi, puis Kermit Roosevelt, dont les bonnes relations vont permettre à Nasser de calmer les appréhensions du Département d'État au moment de l'accord égypto-tchèque de septembre 1955. Ces relations ont en effet atteint leur apogée dans les années 54-55. Très souvent, Copeland et Roosevelt dînent sans cérémonie avec Nasser et ses collaborateurs, en manches de chemise, s'interpellant par leur prénom, se tutoyant, échangeant des plaisanteries salées, à l'américaine. Ils se font les meilleurs avocats du Raïs à Washington, obtenant même pour son armée pour 20 millions de dollars d'articles de parade : casques, bottes, étuis à revolver...

Quand Nasser a rencontré le Premier ministre de la Chine populaire, Chou En-lai, à Bandoeng, pour lui faire part de ses besoins d'armement, et que Chou a transmis la demande à Moscou qui a vu là une occasion inespérée de prendre pied au Proche-Orient, jusque-là chasse gardée de l'Occident, les deux anges gardiens de la C.I.A. expliquent la position de leur protégé : un contrat d'armement avec l'Est ne fera que renforcer la puissance de l'Égypte et son indépendance. Et ils conseillent à Nasser de devancer les critiques du monde occidental, en annonçant que le contrat a été signé avec la Tchécoslovaquie et non avec l'U.R.S.S. La Tchécoslovaquie n'avait-elle pas armé Israël en 1948 pendant la guerre d'indépendance ?

Quand Isser Harel arrive à Washington, il n'est pas au courant des liens secrets unissant Nasser et la C.I.A. Il constate avec effarement que l'administration républicaine considère cet accord

égypto-tchèque non comme une tentative d'implantation soviétique mais comme un innocent accord commercial. Harel demande à ses interlocuteurs d'aider Israël à rétablir l'équilibre, pour prévenir l'éventualité d'une guerre. En guise de réponse, Ike envoie Robert Anderson, homme d'affaires républicain influent dans les milieux pétroliers et dont il a fait son ministre adjoint à la Défense, en mission secrète au Proche-Orient pour une nouvelle tentative de rapprochement israélo-égyptien.

En janvier 1956, Nasser accueille le visiteur incognito dans son palais présidentiel de Kobbeh et se dit prêt à engager des pourparlers avec Israël par son intermédiaire. Après cette entrevue secrète, Anderson part pour Athènes, change d'avion et atterrit à Tel Aviv.

— Dites à Nasser que je suis prêt à le rencontrer à tout moment et en tout lieu, même au Caire, afin de négocier avec lui un règlement pacifique.

A son retour au Caire, Anderson reçoit une douche écossaise :

— J'aurais été prêt à rencontrer Ben Gourion comme vous le proposez. Mais je serais assassiné une heure après. A quoi bon prendre ce risque ?

Déçu, Anderson revient à Jérusalem informer tout aussi secrètement Ben Gourion de l'échec de sa mission. Nasser continuera donc de s'armer auprès de ses nouveaux protecteurs. Quant à la demande d'armes d'Israël, elle est définitivement rejetée par les États-Unis le 3 avril. Le Département d'État ne semblera plus dès lors s'intéresser qu'aux projets israéliens d'opérations ponctuelles contre la personne même de Nasser. Le ministre plénipotentiaire d'Israël à Washington, Reuven Shiloakh, aura à ce sujet une conversation avec des fonctionnaires américains concernés. Le patron de la C.I.A. lui-même, Allen Dulles, se dira prêt à écouter les propositions éventuelles d'Israël en ce sens, après la nationalisation du canal de Suez qui, le 23 juillet, prendra de court ses propres services. Au Département d'État, on envisageait en vérité une solution à la Mossadegh, c'est-à-dire une action à long terme amenant l'élimination de Nasser par une opposition intérieure.

Fou de rage devant tant d'atermoiements, Ben Gourion décide de donner carte blanche à Shimon Peres pour resserrer les liens avec la France.

Depuis deux ans, en effet, la France est pratiquement le seul pays à vendre des armes à Israël : quelques avions Ouragan et des chars AMX. Elle soutient elle-même un effort de guerre en Algérie contre le F.L.N., aidé par Nasser. Peres effectue régulièrement la navette entre Tel Aviv et Paris — une cinquantaine d'aller et retour rien que dans l'année 1956 — et ses relations personnelles connaissent un nouveau développement avec l'arrivée du gouvernement Mollet en janvier 1956 et la nomination de Bourghès-Maunoury à la Défense.

Le 11 avril, la France livre à Israël douze premiers Mystère IV et, le 23, Peres et Bourghès signent l'accord de livraison d'une deuxième douzaine. En mai, les deux hommes concluent un accord secret de coopération militaire contre l'Égypte. Pour discuter des détails de son application, une délégation israélienne part discrètement pour la France le 22 juin. Elle est composée de trois hommes : Peres, le chef de l'état-major Moshe Dayan et le chef du service de renseignement de l'armée (Aman), le colonel Yehoshafat Harkabi. Le ministre des Affaires étrangères Moshe Sharett, qui s'oppose à ces préparatifs militaires combinés, a été démis de ses fonctions quatre jours plus tôt par Ben Gourion.

La réunion secrète de Paris aboutit à livrer à Israël 72 Mystère IV et 200 chars AMX dans les deux mois qui suivent. Au début de juillet commence l'« opération Brouillard », qui doit permettre l'acheminement des armes françaises à Israël dans le secret le plus complet. Le colonel Jacob Hefets, chef de la sécurité militaire, vient sur place en assumer la responsabilité, en coordination avec les chefs du Deuxième Bureau français. Les armes seront chargées à Toulon à bord de péniches de débarquement à destination d'Alger, mais, en haute mer, les bateaux mettront le cap sur Haïfa. Seuls les commandants et officiers de ces bâtiments seront mis au courant de la destination véritable des premières livraisons. Les marins ne doivent pas se rendre compte du changement de cap. C'est l'une des opérations les plus secrètes de l'histoire d'Israël. Dans la nuit du 24 juillet le premier bateau d'armes françaises arrive en vue du port de Kishon, près de Haïfa.

Le monde résonne encore de l'éclat de rire de Nasser annonçant, la veille, la nationalisation du canal.

Le nombre des conducteurs de chars et des porteurs amenés à Kishon est réduit au strict minimum. En une heure 30 chars complets et 60 tonnes de matériel sont débarqués à terre. La nourriture et les boissons préparées pour les marins français du transport ne portent aucune inscription en hébreu, aucune indication d'origine israélienne. Un soldat est spécialement affecté au

ramassage systématique des centaines de bouteilles vidées pour rendre au port, le matin, son aspect le plus habituel. Les livraisons se prolongeront ainsi pendant un mois à raison d'un bateau par nuit. Un véritable pont maritime. Dayan assiste en personne à chaque débarquement, ou presque.

Ce n'est que le 19 août que Ben Gourion informe ses ministres — hormis Peres qui est à l'origine de l'opération Brouillard — de l'arrivée de matériel français. Le 18 septembre, Peres part pour Paris proposer officieusement une coopération militaire franco-israélienne, même sans participation britannique. Le 22 septembre, le président Guy Mollet et Bourghès-Maunoury donnent leur accord. Le 25, Peres rentre en Israël faire son rapport à Ben Gourion. Le 28, il reprend le chemin de Paris avec une délégation à la tête de laquelle se trouve Golda Meir, qui a succédé à Moshe Sharett aux Affaires étrangères, pour mettre au point les préparatifs d'une intervention tripartite avec les Anglais, décidés, malgré l'opposition américaine, à défier les Russes au Conseil de sécurité de l'O.N.U. qui doit se réunir les 13 et 14 octobre. Le premier rendez-vous clandestin depuis la libération se tient chez Louis Mangin, l'un des premiers compagnons de Résistance de Bourghès et de Chaban !...

A partir du 1^{er} octobre se développe la seconde phase de l'opération Brouillard, car il devient impossible de camoufler plus longtemps l'état des préparatifs militaires. Il s'agit cette fois pour le colonel Hefets et son équipe de procéder à une intoxication stratégique de grande envergure : camoufler l'objectif réel de ces préparatifs de campagne, en faisant monter brusquement la tension à la frontière jordanienne.

Les circonstances se prêtent d'ailleurs à cette grande manœuvre. Les infiltrations de fedayin à partir de la Jordanie ont fait plusieurs morts en Israël depuis le début de l'été. Au surplus, l'attaché militaire égyptien à Amman, le colonel Salah Mustafah, s'était chargé de la manipulation de ces fedayin basés sur le flanc oriental d'Israël, en liaison avec le Deuxième Bureau de Gaza. Le 13 juillet, deux jours après l'attentat qui a coûté la vie au colonel Hafez, un colis lui est parvenu à l'ambassade d'Égypte à Amman. Expédié de Jérusalem-Est et portant le cachet du quartier général de l'O.N.U. dans cette ville, il contenait le livre du Feldmarschall von Rundstedt *le Commandant rouge*. L'ouvrage piégé a explosé dans les mains de son destinataire. Le colonel Mustafah a été tué sur le coup.

Dix jours plus tard, la nationalisation tonitruante du canal de Suez avait étouffé le bruit de ces deux explosions. Mais depuis la mi-juillet les infiltrations palestiniennes à partir de Gaza

ont complètement cessé. Elles persistaient encore à travers la frontière jordanienne.

Enfin, un accord intervenu entre Amman et Bagdad prévoit l'entrée en Jordanie d'une brigade irakienne, renforçant la menace à l'Est dénoncée vivement par Israël.

La manœuvre d'intoxication déclenchée en octobre réussit à tromper tour à tour une bonne partie des officiers de l'état-major qui n'avaient pas été mis dans le secret de l'opération, la presse israélienne qui avait eu vent des préparatifs militaires, les services de renseignement arabes et les États-Unis eux-mêmes.

Cette dernière décision sera entérinée lors de la rencontre secrète qui réunit à Sèvres, dans la villa des Bonnier de La Chapelle — parents de l'auteur de l'attentat contre l'amiral Darlan en 1942, à Alger —, les chefs de gouvernement israélien et français avec le ministre britannique des Affaires étrangères, du 22 au 25 octobre. Arrivé le visage à demi dissimulé sous un grand chapeau, Ben Gourion a bien proposé à ses partenaires français et anglais de tenir les Américains informés de leurs intentions contre l'Égypte, mais il s'est heurté à une opposition catégorique de leur part. Les Britanniques, notamment, redoutent que les États-Unis, dont l'hostilité à toute action occidentale après la nationalisation de Suez s'était déjà manifestée en juillet et en août, ne fassent pression sur eux pour empêcher l'intervention tripartite.

L'équipe du colonel Hefets, responsable de l'opération Brouillard, reçoit donc l'ordre d'intoxiquer également les Américains.

A une semaine du jour J, une douzaine d'officiers d'état-major seulement sont au courant du plan de campagne. Et, au gouvernement, une douzaine de ministres et d'assistants également. Pour parachever l'intox, les officiers du commandement de la région centre ont pour instruction de préparer, « dans le plus grand secret apparent », un plan d'offensive contre la Jordanie.

Le 22 octobre, un groupe de ces officiers reçoit l'ordre de tâter le terrain en prenant position sur une colline dominant la dépression du Jourdain, au sud du lac de Tibériade. Plusieurs tonnes de matériel de fortification et de pontonnement sont acheminées et stockées à proximité du pont Hussein, dans la vallée de Beit Shean. Le responsable de la sécurité militaire du commandement du centre a donné des ordres très stricts pour veiller à la fermeture des routes civiles conduisant à la vallée du Jourdain.

Parti pour vérifier lui-même les rumeurs d'opération imminente contre la Jordanie, l'attaché militaire adjoint de l'ambassade

américaine tombe effectivement sur un barrage routier bloquant l'accès à la vallée de Beit Shean et se trouve dans l'obligation de rebrousser chemin. A peine rentré à Tel Aviv, il alerte le Pentagone et le Département d'État à Washington.

Quelques heures plus tard, le chef de la C.I.A., Allen Dulles, fait contacter le patron du Mossad, Isser Harel, par son agent Jim Angleton pour lui poser directement la question : « Préparez-vous la guerre ? »

Le chef de l'espionnage israélien ne veut pas avoir à lui mentir. En guise de réponse, il fait transmettre à Dulles le discours prononcé la semaine précédente par Ben Gourion devant l'école des cadres supérieurs de l'armée. Il en ressort qu'Israël entend donner une dure leçon à la Jordanie pour l'obliger à réduire à son tour l'activité meurtrière des fedayin, mais qu'il ne s'agit pas de déclencher une guerre.

Aussi, quand, le 29 octobre à midi, une dépêche de Tel Aviv informe Allen Dulles, dans son bureau de Washington, qu'Israël vient d'entreprendre une opération militaire contre l'Égypte, le chef de la C.I.A. laisse éclater sa fureur devant ses proches collaborateurs : « They had me ! » (Ils m'ont eu !)

Le secret de la campagne de Suez et de l'intervention tripartite a pourtant bien failli être éventé quarante-huit heures plus tôt par l'étrange démarche d'un diplomate français en poste à Tel Aviv.

Catholique pratiquant, Monsieur X prétend n'avoir à connaître d'autres impératifs que ceux de sa conscience. Quitte à les faire passer avant ceux de sa propre hiérarchie. En désaccord avec son chef, l'ambassadeur Pierre-Etienne Gilbert, dont le prosionisme confinerait au militantisme, il n'hésite pas à prendre sur lui la responsabilité de tenter de rendre public le plan d'opération tripartite et de déchirer le brouillard dont son gouvernement a pris soin, avec ses deux partenaires, de l'entourer.

Vendredi matin 26 octobre, Monsieur X décroche son téléphone et appelle à leur domicile deux journalistes pour les inviter à déjeuner. L'un, Donald Wise, est correspondant du *Daily Telegraph* de Londres, l'autre, Teddy Leviteh, collaborateur du grand quotidien *Maariv*, représente également un journal anglais. Au restaurant Yarden, il leur révèle le projet de l'intervention tripartite contre Nasser et leur conseille d'en donner l'exclusivité à leurs publications londoniennes.

En sortant de déjeuner, Leviteh rédige son « scoop » sur un coin de table et vient le présenter au bureau de la censure militaire qui contrôle, avant parution, tous les articles des correspondants de presse touchant aux problèmes de la sécurité, de la défense et de l'armée. Impliquée elle-même dans l'opération Brouillard du colonel Hefets, la censure a reçu pour instructions de retenir toutes les nouvelles ayant trait aux préparatifs contre la Jordanie.

Or, l'article de Leviteh sur l'éventualité d'une intervention à Suez apparaît aux yeux du censeur comme une aimable fantaisie, voire une manœuvre de diversion qu'il juge bon de laisser passer...

L'après-midi même, le journaliste israélien raconte son scoop au rédacteur en chef de *Maariv*, Aryeh Dissentchik. Ce dernier téléphone à Shimon Peres pour lui demander confirmation de l'étonnante nouvelle.

— Surtout n'en faites rien, répond le ministre. Et venez me voir demain à 17 heures à mon bureau.

Le lendemain étant jour de sabbat, la présence de Peres au ministère est pour Dissentchik l'indication qu'il y a bien anguille sous roche. A son arrivée, Peres est en train de téléphoner au secrétaire du parti à Haïfa, Yossef Almogui : « Il faut que l'usine d'Atta tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Nous avons besoin de 20 000 uniformes d'ici à lundi. Sapir te donnera tous les détails. »

Il raccroche. Dissentchik le dévisage et laisse passer quelques secondes de silence avant d'ouvrir la bouche : « Ça va, j'ai tout compris. Tu n'as pas besoin de me dire quoi que ce soit. » Peres sourit de son sourire triste, en lui demandant, bien sûr, de taire ce qu'il sait. Pas question de publier une ligne du scoop de Leviteh. Motus jusqu'à mardi.

Le même jour, Peres s'efforce de persuader en sens opposé le directeur du quotidien français *le Monde*, Hubert Beuve-Méry, de prolonger de vingt-quatre heures la visite qu'il effectue en Israël. Le grand journaliste doit regagner Paris le lendemain, dimanche. Peres lui fait savoir qu'il lui a arrangé un entretien exclusif avec le général Dayan pour le lundi. Histoire de ne pas lui

faire manquer l'événement dont il ne peut évidemment lui parler.

— Trop tard, répond Beuve-Méry, j'ai une réunion de rédaction très importante après-demain. Il m'est impossible de différer mon départ.

Entre-temps, le directeur général de la Défense s'est empressé d'entrer en contact avec son homologue britannique, pour empêcher la publication de l'article de Leviteh. Le dimanche 28 octobre, le correspondant reçoit en effet un télex de son journal : « Les nouvelles de Corée nous ont contraints à ajourner votre papier faute de place. »

C'est ainsi que le secret de l'Opération Suez, fixée au lendemain 29 octobre, a été sauvegardé de justesse. On ne saura jamais comment le diplomate français a pu être informé d'une décision qui n'était même pas encore portée à la connaissance de l'ambassadeur Gilbert, puisque celui-ci n'en a été avisé qu'au dernier moment, le lundi matin. Son conseiller a-t-il eu un informateur au Quai d'Orsay désireux de torpiller une action à laquelle il aurait été opposé ? A-t-il appris la décision en Israël même ? Monsieur X parlait assez couramment l'hébreu et il s'était lié d'amitié avec un important investisseur juif français, propriétaire d'une villa sur la Côte d'Azur, qu'il avait souvent mise à la disposition de Ben Gourion...

L'énigme demeure. Elle n'a fait l'objet d'aucune enquête, ni en France ni en Israël. Monsieur X est d'ailleurs resté près de deux ans à son poste après la campagne de Suez. Et Pierre-Étienne Gilbert pas plus que Shimon Peres n'a gardé le souvenir de la fuite dont il était l'auteur. Sa carrière n'aura pas eu, en tout cas, à souffrir de cette ténébreuse affaire. Au contraire. Plus tard, Monsieur X a reçu la rosette de la Légion d'honneur. Il a été fait, ultérieurement, commandeur de l'Ordre national du Mérite...

En dépit des mesures exceptionnelles de sécurité et de la campagne d'intoxication des services secrets israéliens, d'autres fuites ont eu lieu sur l'Opération Suez qui relevaient, elles,

de l'espionnage systématique et organisé.

Lorsque, le lundi 29 octobre 1956, Dayan lance ses blindés à travers les sables du Sinaï, les Soviétiques sont les seuls à n'être pas surpris. Ils sont parfaitement au courant du plan d'intervention tripartite, mais ils se gardent bien d'en souffler mot aux Egyptiens, pas plus qu'ils ne le feront en 1967. Parce que, dans les deux cas, ils auront appelé de leurs vœux l'explosion de la poudrière moyen-orientale. En 1956, ils en sont même encore à souhaiter une défaite arabe qui leur permettra d'accentuer leur pénétration dans la région. Leurs calculs seront différents onze ans plus tard et se révéleront momentanément erronés.

La pénétration soviétique au Proche-Orient a en gros suivi les grands axes de la politique russe depuis les tsars. Le 29 novembre 1947, l'U.R.S.S. a joué sa première carte en soutenant de son vote à l'O.N.U. le plan de partage de la Palestine et l'indépendance de l'État juif. Le texte du fameux discours de Gromyko reconnaissant les liens historiques du peuple juif martyr avec cette terre avait été rédigé par Staline et était parvenu à New York par courrier spécial quelques heures avant la séance.

En fait, les Soviétiques se sont intéressés au destin de la Palestine dès 1920, avant même l'attribution du mandat à la Grande-Bretagne. Le parti communiste palestinien (P.K.P.) a été le premier créé pour aider à la formation des autres P.C. de la région, et les Russes ont commencé en 1929 à implanter des réseaux d'information. Parmi les militants juifs du P.K.P. se trouvait, par exemple, Leopold Trepper, secrétaire de la section de Haïfa, qui devait être expulsé vers la Suisse par les Britanniques et diriger, dix ans plus tard, à Paris, le réseau d'espionnage soviétique connu sous le nom d'Orchestre rouge. A la tête de la section du Komintern pour le Moyen-Orient, Moscou avait placé un ancien du P.K.P., Berger Barzilaï, jusqu'aux purges staliniennes des années 36-39, qui ont liquidé la plupart des professionnels juifs de ces réseaux d'espionnage. Après vingt ans de Goulag, Barzilaï regagnera Israël en 1958, reprendra sa place dans le mouvement sioniste qu'il avait quitté en 1921, et deviendra le conseiller spécial de l'ancien chef de l'immigration clandestine, Shaül Avigour, pour le problème des Juifs soviétiques.

A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les services de renseignement soviétiques ont intensifié leurs efforts dans la région et, pour commencer, en direction du jeune État d'Israël. Le danger d'une mainmise communiste avait même été souligné à l'époque par plusieurs observateurs, qui ignoraient pourtant

l'existence de deux agents importants infiltrés dès 1950 dans de hauts postes de l'administration israélienne. L'ambassadeur des États-Unis à Tel Aviv avait notamment envoyé un rapport au Département d'État sur le « danger rouge » en Israël.

Quand, l'année suivante, Staline a changé de cap pour jouer à fond la carte arabe, les services soviétiques ont redoublé d'efforts. D'abord, le K.G.B., centrale de renseignement politique. Puis, à partir de 1955, le G.R.U., service de renseignement militaire, avec l'accord d'armement égypto-tchèque. Les deux services se sont dès lors trouvés à diverses reprises en compétition entre eux, ainsi qu'avec un troisième service, le commissariat politique dépendant directement du Comité central du P.C.U.S. L'ambassade soviétique constituait une base essentielle pour leur activité en Israël. En février 1953, Staline en avait ordonné la fermeture en rompant les relations diplomatiques avec l'État juif : un groupe d'extrémistes israéliens avait lancé une bombe contre la légation de l'U.R.S.S. pour protester contre la vague d'antisémitisme à laquelle avait donné lieu la prétendue découverte d'un complot de médecins juifs (le complot des « blouses blanches ») contre les maîtres du Kremlin.

Peu après la mort de Staline, le mois suivant, ce sont les services de renseignement soviétiques qui ont poussé ses successeurs à renouer les relations avec Israël pour obtenir la réouverture de l'ambassade dès la fin de l'année.

En 1956, ils disposent de trois sortes de sources pour permettre une percée décisive de l'U.R.S.S. au Proche-Orient à la faveur de leur connaissance du plan d'intervention combinée franco-anglo-israélien contre l'Égypte : une source d'informations à l'intérieur de l'administration française et deux équipes de super-agents à Tel Aviv, à Beyrouth et au Caire.

Du côté français, une fuite au moins a été décelée dès le mois d'août par les services israéliens, en pleine opération ultra-secrète de livraisons d'armes à Israël. Au départ de Toulon, seule une petite poignée de responsables était au courant de la destination réelle des bâtiments de transport qui appareillaient à tour de rôle. Un jour, les Israéliens, stupéfaits, voient arriver au port un peloton de gendarmes, dont le commandant annonce qu'il est envoyé pour veiller à l'exécution d'une mission confidentielle. Les officiers israéliens demandent l'ajournement de l'appareillage et le renvoi immédiat du détachement incongru de gendarmerie.

Au Proche-Orient, les services soviétiques disposent au moins de quatre hommes clés : le correspondant de l'*Observer* à Beyrouth,

Kim Philby, honorable agent contractuel de la centrale d'espionnage britannique M I 6, qu'il a longtemps représentée officiellement à Washington; Sami Sharaf, chef de cabinet de Nasser au Caire; le colonel de réserve Israël Beer, conseiller spécial de Ben Gourion, et Zeev Goldstein, haut fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères à Tel Aviv.

Le 28 septembre 1956, Beer rencontre l'attaché de presse de l'ambassade soviétique pour un entretien qu'il qualifiera de « conversation sans importance ». Or, ce diplomate a été identifié comme l'un des manipulateurs dont le K.G.B. a truffé l'ambassade depuis sa réouverture. La date de cette rencontre, qu'il sait pouvoir être surprise par la surveillance exercée sur son interlocuteur, n'est pas, elle, sans importance. Travaillant à l'époque directement sous ses ordres, Beer n'ignore pas la navette mystérieuse que le directeur de la Défense, Shimon Peres, vient d'effectuer entre Paris et Tel Aviv : le 25, il l'a vu revenir de la capitale française et le 28 y repartir dans la plus extrême discrétion. Il ne lui a pas fallu un grand effort d'imagination pour deviner à travers ces mystérieux déplacements une mission secrète de coordination avec les autorités militaires françaises. Ce n'est donc pas par hasard qu'il rencontre ce jour-là, à son initiative, l'attaché soviétique. Connaissant les méthodes de travail du service de sécurité israélien (Shin Beth), il se rend parfaitement compte que ce contact risque fort d'être observé.

Beer pense aussitôt à se couvrir contre ce risque en allant raconter au secrétaire militaire de Ben Gourion, le colonel Argov, l'« échange de vues académique » qu'il vient d'avoir en toute innocence avec l'attaché soviétique. Argov lui conseille vivement d'entrer en rapport avec le chef du Shin Beth, Amos Manor. Loin de chercher à cacher son entrevue, Beer la rapporte aussi fidèlement à Manor, qui éclate en fureur :

— Quelle imprudence ! Nous avons identifié ton interlocuteur comme un agent du K.G.B. Évite à l'avenir tout contact avec lui.

Beer répond volontiers qu'il se le tient pour dit.

Une semaine plus tard, le chef du Mossad, Isser Harel, invite pour un entretien particulier un certain nombre de personnes dont il a couché le nom, à titre privé, sur sa liste personnelle de suspects à surveiller. Il tient à procéder à un examen discret de leur cas dans le cadre des mesures préventives à prendre en vue de la campagne du Sinaï. Israël Beer en fait partie. Pour camoufler ses arrière-pensées, Harel donne le change en lui disant qu'il l'a fait venir pour savoir si, à sa connaissance, des militants de son ancien parti Mapam (socialiste de gauche) ont pu maintenir un

contact quelconque avec des Soviétiques. Déjouant le piège, Beer évoque sa propre rencontre fortuite du 28 septembre avec l'attaché de presse de l'ambassade, en prenant soin d'ajouter qu'il en a rapporté tous les détails à Manor, ce que Harel a la possibilité de vérifier sur-le-champ. Harel lui confirme qu'il s'agit bel et bien d'un agent du K.G.B. et lui interdit en conséquence de le revoir. Beer obtempère en toute humilité. Il a conscience que le chef du Mossad n'a pas encore saisi le caractère opérationnel de cette rencontre, qui était en fait un contact entre agent et manipulateur.

Quand, en 1948, il avait eu le premier la responsabilité du Shin Beth (l'équivalent de la D.S.T. française), Isser Harel avait accordé une attention soupçonneuse toute particulière à l'activité du Mapam, dans le cadre de la réduction des dissidences et des milices armées issues des mouvements de résistance sionistes. Jusqu'à la scission intervenue en 1954 en son sein, ce parti sioniste-marxiste comptait parmi ses chefs les principaux héros du Palmakh et de la Haganah, qui s'étaient distingués au cours de la guerre d'indépendance, d'Ygal Allon à Israël Galili, d'Ytzhak Sadeh à Ytzhak Rabin. Il pouvait paraître politiquement délicat d'en faire des suspects. Harel n'avait pourtant pas hésité à installer des micros au siège de leur parti, ainsi que dans les bureaux et au domicile de ses leaders. Pour pas grand-chose : cherchant à établir que des informations véhiculées par le comité du Mapam pour les affaires de la Défense aboutissaient parfois chez les Soviétiques, il n'avait pu détecter par son système d'écoutes clandestines que deux cas mineurs, dont un était un échange de caractère scientifique entre l'un des dirigeants du parti, Aharon « Aharontchik » Cohen, et un diplomate soviétique.

La découverte en juin 1953 d'un de ces micros du Shin Beth dans les locaux du Mapam fit en Israël l'effet d'un mini-Watergate avant la lettre. Mais Ben Gourion couvrit l'initiative d'Isser Harel de son autorité, et l'agitation provoquée par cette crise d'espionnage s'apparentant à une sorte de chasse aux sorcières s'apaisa.

Harel avait également son réseau d'informateurs à l'intérieur de ce parti trop à gauche à ses yeux pour n'être pas le jouet des agents de Moscou. Nul autre que lui ne connaissait, même au Shin Beth, l'identité de ces informateurs pour lesquels il utilisait des noms de codes à son usage. Même après son départ du Shin Beth et sa nomination à la tête du Mossad, il a continué d'entretenir de tels contacts à titre personnel.

S'il a souvent fait ses meilleures prises grâce à son flair, il a, en 1953, passé la main à un professionnel plus porté sur les méthodes scientifiques de contre-espionnage : son adjoint Amos Manor, un

émigré de Roumanie de 1947 rompu à l'état d'esprit et au mode opératoire des Soviétiques. C'est sous son règne, qui durera jusqu'en 1963, qu'une bonne douzaine d'as du renseignement soviétique seront démasqués en Israël. Et, parmi eux, le plus important par sa stature, sinon par ses agissements : le docteur Israël Beer, le traître avéré de la guerre de 1956, conseiller spécial de Ben Gourion et de Shimon Peres au ministère de la Défense.

Vingt ans après, l'affaire Beer reste l'énigme n°1 des dossiers secrets de l'histoire d'Israël. Son importance tient au rôle qu'a pu jouer au sommet de l'appareil d'État l'ancien lieutenant-colonel de la guerre d'indépendance, adjoint au chef des opérations, devenu au cours des années 1950 un des commentateurs militaires les plus écoutés du pays, gardant jusqu'à son arrestation en 1961 ses entrées au ministère de la Défense, dans le formidable jeu d'enfer international de l'Union soviétique. Dix ans après sa mort, sa véritable identité est toujours douteuse.

Cet homme tout en os longs, au crâne d'œuf, au visage de faux Mongol, à la denture chevaline, à la moustache dérisoire sur des lèvres sensuelles, est-il vraiment, comme il le prétend dans son autobiographie, « Israël Georg Beer, né le 9 octobre 1912 à Vienne », d'une famille juive assimilée émigrée d'Europe centrale en Amérique et revenue s'installer fortune faite en Autriche ? Ou bien agent envoyé par le N.K.V.D. à la faveur des troubles de 1936, a-t-il emprunté cette identité d'étudiant juif sans parents ni amis, disparu sans laisser de trace ?

A l'en croire, ce serait plutôt son identité qui aurait servi à un réfugié communiste de Berlin et qu'il aurait récupérée à son retour de la guerre d'Espagne après la dissolution des Brigades internationales dans lesquelles il aurait servi comme lieutenant-colonel... Était-il un « agent dormant » chargé par les Soviétiques de s'infiltrer au Proche-Orient quand, en novembre 1938, il a débarqué à Haïfa, autorisé à émigrer en Palestine comme « universitaire, assistant de recherche », auteur d'une prétendue thèse de doctorat ès lettres sur le roman bourgeois demeurée totalement introuvable dans les archives de l'université de Vienne ? Ou bien, perdu par sa vanité, n'a-t-il cédé aux sirènes des services soviétiques qu'à partir de l'affaire de Suez, comme persiste à le soutenir Isser Harel, qui n'avait d'abord vu en lui qu'un rival auprès de Ben Gourion ?

Il semble bien, pourtant, que l'homme, né effectivement à Vienne la même année que l'Anglais Kim Philby, ait été recruté par Moscou dès sa participation au soulèvement ouvrier du 12 février 1934 contre la dictature du chancelier démocrate-chrétien Engelbert Dollfuss, dans les rangs du Schutzbund, la milice d'autodéfense du puissant parti socialiste opposé au régime. Dans les deux centres ouvriers de l'époque, Karl Marx Hof et Goethe Hof, la garde nationale avait ouvert le feu sur les militants du Schutzbund. Israël Beer paraît avoir été traumatisé par cet affrontement armé auquel assistait, à titre d'observateur, un jeune et brillant étudiant de Cambridge venu parfaire sa formation universitaire à Vienne : le nommé Kim Philby. Lié aux activistes du parti socialiste autrichien par l'intermédiaire de sa petite amie, Litzi Friedmann, il avait alors aidé six combattants du Schutzbund blessés à s'enfuir par les égouts de la ville. La présence de Philby dans cette ambiance déjà semblable à celle du *Troisième Homme* de Graham Greene est sans doute susceptible de receler la clé du mystère Beer. Selon une étude spéciale faite conjointement par la C.I.A. et le M I 6 britannique, Vienne était, avant l'Anschluss, le centre européen du renseignement soviétique et du recrutement d'« agents dormants ».

Ainsi Philby y a-t-il été recruté en 1934 par un réfugié hongrois, Peter Gabor, qui avait fui la répression du régime de l'amiral Horty. Gabor était un haut dignitaire du P.C. hongrois réduit à la clandestinité depuis l'écrasement de la révolution. Après la victoire soviétique de 1945, il allait prendre la direction de la police secrète du nouveau régime. En 1934, son rôle était encore de détecter et d'embrigader au service du Komintern, parmi les émigrés communistes ou socialistes résidant à Vienne, de jeunes militants aptes à devenir plus tard des agents, de retour dans leur pays respectif.

Gabor avait fait la connaissance de l'étudiant anglais Philby grâce à Litzi Friedmann, une Juive autrichienne divorcée dont les parents avaient loué une chambre au jeune homme. L'ex-mari de Litzi, Karl Friedmann, était un des leaders du mouvement sioniste-socialiste Blau Weiss (Bleu-Blanc) qui devait émigrer par la suite au kibboutz de Moshe Dayan, Degania, au bord du lac de Tibériade. En dépit de sa laideur, Gabor avait beaucoup de succès auprès des femmes et n'avait eu aucune peine à convaincre Litzi de travailler pour le compte des Soviétiques après son divorce. Au lendemain de la répression de 1934, elle avait épousé Philby et était partie vivre avec lui en Angleterre.

Quarante ans plus tard, on la retrouvera installée à la Wildensteinstrasse, à Berlin-Est, avec domestique et voiture

particulière, signes évidents de réussite bureaucratique en démocratie populaire...

A son retour de Vienne, Philby avait reçu de Gabor mission de pénétrer le service de renseignement britannique en y mettant le temps qu'il faudrait. Il ne se manifeste qu'en 1945 en permettant aux Soviétiques de récupérer un de leurs « défectants », le professeur hongrois Rado, qui a dirigé leur réseau d'espionnage en Suisse pendant la guerre. Suspect aux yeux de ses patrons d'avoir entretenu des relations trop étroites avec les Britanniques et de les avoir informés de son activité en Suisse, Rado a été rappelé à Moscou au lendemain de la victoire. L'avion qui le ramène fait escale au Caire. Il en profite pour descendre à terre et demander asile aux autorités britanniques d'Égypte. Personne ne s'est encore rendu compte de sa défection. Mais, en moins de vingt-quatre heures, les Russes l'apprennent par leur agent Philby et obtiennent de leurs « alliés » britanniques l'extradition de Rado.

Par un étrange cheminement du destin, l'un des jeunes espoirs du réseau de Rado en Suisse, Wolf Goldstein, deviendra en 1956, sous le nom hébraïsé de Zeev Goldstein, le troisième homme, aux côtés de Kim Philby à Beyrouth et d'Israël Beer à Tel Aviv, de l'espionnage soviétique au Proche-Orient.

Des fuites inexplicables l'ayant rendu suspect aux yeux de ses collègues de la C.I.A., les chefs du M I 6 auraient alors rappelé Philby du poste de confiance qu'il occupait à Washington pour l'envoyer en 1956 à Beyrouth avec un contrat d'honorable correspondant et la couverture de correspondant du journal *l'Observer*. Il entretient des relations extrêmement amicales avec son chef de poste qui n'est pas au courant des soupçons dont il a pu être l'objet à Washington. Il le rencontre régulièrement au bar du Saint-Georges où il passe la plus grande partie de son temps à boire.

A quelques semaines de l'opération Suez, le M I 6 alerte ses antennes au Moyen-Orient : les forces britanniques, concentrées à Chypre, sont déjà sur le pied de guerre. Philby a vent de ce qui se prépare par son ami en poste et tient informés ses manipulateurs soviétiques. Son recruteur initial, Peter Gabor, lui, croupit depuis trois ans dans une cellule de la prison centrale de Budapest, victime des purges antistaliniennes de l'époque, et, tandis que Philby va rendre visite en Israël à ses anciens camarades du Schutzbund viennois, il pourra entendre dans les derniers jours d'octobre les chars russes étouffer de leurs grondements grinçants les clameurs de la révolte hongroise...

Lors de son pèlerinage nostalgique, peut-être Philby rencontre-t-il une autre recrue de choix de Peter Gabor parmi les anciens du Schutzbund, cette pépinière idéale d'agents au service du Komin-tern. Rien n'indique que Beer ait suivi le même cheminement que Philby, mais tout laisse penser que leur destin a été parallèle.

Pour donner le change après les émeutes de février 1934, Beer s'est enrôlé dans la milice gouvernementale et s'est fait admettre, selon ses propres dires, à l'école des officiers de Wiener Neustadt, afin de s'initier au métier des armes. La destruction des archives au cours de la guerre ne permet pas de le vérifier. Quand Beer débarquera en novembre 1938 en Israël, avec pour tout bagage le récit d'une vie romanesque pleine d'épopée et de combats, et se présentera sur la recommandation du légendaire Ytzhak Sadeh comme ancien officier du Schutzbund à l'école agricole du mont Thabor qui servait de centre d'entraînement clandestin aux forces spéciales de la Haganah, il fera bien piètre figure dans le maniement des armes. Il rejoint une unité en cours d'exercice au pied du mont Gilboa. A la fin de la journée, le commandant de cette unité se dit que la nouvelle recrue n'a visiblement jamais touché un fusil de sa vie. D'ailleurs, Israël Beer a disparu après l'exercice sans demander son reste. Il devait revenir au centre un an plus tard, pour donner cette fois des conférences sur les problèmes stratégiques.

Il semble, en effet, qu'il ait eu la possibilité d'étudier un dossier complet des combats livrés en Espagne par les Brigades internationales... pendant son stage à l'école des cadres du renseignement soviétique à Moscou, de 1936 à 1938 ! Après quoi il fut envoyé en Palestine pour une mission de longue haleine avec un passé fabriqué de lieutenant-colonel des Brigades. A cette fin, il avait réussi à se faire engager comme employé au Fonds national juif de Vienne, où il a très bien pu glisser son nom sur une liste de 200 étudiants juifs de l'université bénéficiaires de visas délivrés par les autorités britanniques dans le cadre du quota fixé pour l'immigration juive en Palestine.

Beer a tellement bien appris son rôle d'ancien combattant de la guerre d'Espagne que, rencontrant vingt ans plus tard un ancien volontaire tchèque, Jean Mikcha, commentateur militaire réfugié à Paris, en présence de l'attaché militaire de l'ambassade d'Israël il a évoqué, plus d'une heure durant, des épisodes de « leur » participation à ces combats. Interrogé après coup par un diplomate israélien, Mikcha avouera ne pas se souvenir d'avoir connu Beer en Espagne :

« Mais, ajoutera-t-il, il était tellement au fait de certains détails

de mon séjour en Espagne que j'avais fini par me convaincre que nous nous y étions vraiment rencontrés. »

Beer a donc grimpé rapidement les échelons de la Haganah au point de compter parmi les six colonels de l'armée israélienne (Tsahal) lors de la guerre d'indépendance, opérant sur le front nord sous les ordres du chef de l'état-major par intérim, le général Yadin, et de devenir chef adjoint du plan et des opérations militaires à l'état-major général dès la fin de 1948. Il quitte l'armée après la dissolution du Palmakh en 1949 et suit les officiers de gauche dans le parti Mapam. Mais, après la scission de 1953, il revient dans le giron travailliste, tenant la chronique militaire de l'organe de la Histadrout, *Davar*.

— Il a beaucoup lu, mais il n'a rien appris, dit de lui le général Dayan, qui n'apprécie guère les manières viennoises de ce « docteur à tête de mort ».

Isser Harel, par jalousie plus que par méfiance, s'oppose également à sa réintégration dans l'armée. Qu'à cela ne tienne ! Le ministère de la Défense dirigé par Ben Gourion et son adjoint Shimon Peres l'engage pour écrire l'histoire officielle de la guerre d'indépendance, sur la recommandation du fondateur du Mossad, Shaül Avigour... Il se fait d'ailleurs le théoricien de la politique de représailles contre les villages arabes.

— Israël est un pays merveilleux, répète-t-il cyniquement à la cantonade. Il suffit de crier « Vive Ben Gourion ! » et on peut y faire tout ce qu'on veut.

Il sera donc à la fois conseiller spécial au ministère et professeur d'histoire militaire à l'université de Tel Aviv.

En mars 1956, au cours d'un long tête-à-tête sur le rôle de l'U.R.S.S. au Proche-Orient, il finit par persuader Ben Gourion que Moscou s'appête à y défendre ses intérêts au besoin par la force des armes. Cet argument va peser très lourd sur la décision de Ben Gourion de ne pas camper dans le Sinaï après la campagne victorieuse de Suez : le « Vieux Lion » prendra en effet très au sérieux la menace soviétique d'envoyer des volontaires et des bombardiers au secours de l'Egypte.

C'est lors de sa rencontre du 28 septembre avec l'attaché de presse de l'ambassade soviétique que Beer a repris un contact actif avec les officiers traitants du K.G.B., en leur transmettant un rapport sur les préparatifs de cette campagne.

Beer profitait en effet du bureau mis à sa disposition au ministère de la Défense pour bavarder dans les couloirs avec ses anciens compagnons d'armes restés à la tête de Tsahal ou les officiers supérieurs auxquels il donnait des conférences à l'école

de guerre. Il n'a pas son pareil pour donner l'impression d'être toujours le mieux informé, révélant aux uns ce qu'il vient d'apprendre des autres et vice versa. A la veille de la guerre de Suez, Dayan surprend même sa présence à une réunion secrète de l'état-major et doit le prier de prendre la porte.

S'il ne sait peut-être pas la date du déclenchement de l'intervention tripartite, il en connaît assez pour alerter son manipulateur à l'ambassade soviétique, qui a rang de troisième secrétaire, chargé des relations avec la presse.

Par la suite, il aura l'occasion de rencontrer des dignitaires du K.G.B. à Berlin-Est, où le conduiront ses voyages de plus en plus fréquents à travers l'Allemagne, à la faveur de la coopération instaurée entre Peres et Franz Josef Strauss, le ministre de la Défense du gouvernement fédéral. Les agents les plus importants des services soviétiques sont ainsi manipulés de préférence hors des pays où ils servent.

Profitant de ses visites en R.F.A., Beer publie un ouvrage chez un éditeur de Munich : *le Moyen-Orient, arène décisive entre l'Ouest et l'Est*. Chemin faisant, il est invité à inspecter les bases allemandes de l'état-major européen de l'O.T.A.N. De Berlin-Ouest il se rend facilement à Berlin-Est, passant outre aux recommandations formelles des services israéliens. C'est là qu'il maintient ses vrais contacts avec les Soviétiques.

Au milieu du mois de mai 1960 son audace franchira un nouveau degré : séjournant à Mönchengladbach, il y séduira le général Reinhard Gehlen, chef du service spécial des renseignements de la R.F.A., ancien de l'Abwehr et source principale d'informations sur l'U.R.S.S. dont dispose alors l'Occident !... Lorsqu'il le reçoit dans son quartier général pour procéder à un échange de vues sur le jeu soviétique au Proche-Orient, le « général gris » n'ignore sans doute rien des navettes de Beer entre les deux Berlin. Mais, loin de le rendre suspect, ces incursions en R.D.A. du conseiller spécial de Shimon Peres ne peuvent qu'intéresser au plus haut point le chef de l'espionnage ouest-allemand, qui se laissera ainsi intoxiquer par un maître espion soviétique.

Aussi est-ce avec un malin plaisir que le chef du Mossad, Isser Harel, lui annoncera moins d'un an plus tard, par un message personnel, l'arrestation de Beer à Tel Aviv. Il savourera de la même manière le télégramme « top secret » qu'il adressera à Peres de passage à Paris pour un voyage en Afrique, où il doit représenter le gouvernement israélien à diverses cérémonies d'indépendance d'Etats francophones. « Oh non ! » murmure

Peres en déchiffrant le télégramme à l'ambassade de l'avenue de Wagram.

Selon les rapports officiels, Beer a été arrêté la nuit précédant la soirée sacrée du Seder de Pâque, le 31 mars 1961, à 2 h 30 du matin. Comme il le révélera lui-même dans son autobiographie écrite en prison, cette arrestation a eu lieu en réalité le 28 mars, mais elle a été tue deux jours par le Shin Beth. C'est seulement alors que le colonel Haïm Ben David, son secrétaire militaire, communique la nouvelle à Ben Gourion parti passer les fêtes dans son kibboutz du Néguev :

— Le « Petit » a pris « Pifka » la main dans le sac.

Le « Vieux » éclate de rage :

— On m'a entouré de mensonges, s'écrie-t-il.

Beer aurait sans doute pu continuer longtemps ses activités d'espionnage sans une faute de son dernier manipulateur en date, l'attaché de presse Vladimir N. Sokolov, qui a passé pourtant plus de sept ans en Israël sans attirer l'attention, comme son prédécesseur.

Le vendredi 24 mars, Beer lui fixe un rendez-vous par téléphone pour le dimanche 26 dans un petit café tranquille proche de la place Dizengoff. Mis au courant, Isser Harel décide de ne pas avertir Ben Gourion avant de prendre Beer « la main dans le sac », depuis le temps qu'il en attend l'occasion.

Par précaution, Sokolov ne vient pas au rendez-vous. Il ne s'y rend que le lendemain soir, selon le système de « repêchage » sans doute préalablement convenu. Très intéressé par les analyses de son agent n°1 sur la crise politique qui secoue Israël, il demande à le revoir le lendemain soir avec des documents. Des agents du Shin Beth parviennent à surprendre cette seconde rencontre inopinée. Isser Harel, lui, s'apprête à passer la soirée au théâtre. Quand le chef du contre-espionnage lui téléphone que « l'homme est au rendez-vous », Harel, après quelques secondes d'hésitation, lui intime l'ordre de l'arrêter à tout hasard.

Mais la rencontre Beer-Sokolov n'a pas cette fois duré plus de trois minutes. Les agents du contre-espionnage n'ont eu que le temps de voir l'Israélien remettre une serviette noire au Soviétique.

Délaissant le théâtre, Harel se rend alors chez le commissaire Aharon Chelouche, chef de la section spéciale de la police, pour lui demander de se procurer un mandat de perquisition et d'arrestation contre Beer. Alerté par Chelouche, Manor s'oppose à cette procédure qu'il juge intempestive en l'absence de preuves plus formelles. Isser insiste. Chelouche s'inquiète de l'éventualité d'une erreur judiciaire.

C'est alors que le hasard sourit au chef du Mossad. Les agents du Shin Beth qui n'ont cessé de filer Beer et Sokolov depuis leur premier rendez-vous ont la surprise de retrouver les deux hommes ensemble de nouveau vers minuit : Sokolov est venu restituer à Beer sa serviette noire...

A 2 h 30 du matin, le commissaire frappe à la porte de Beer, un mandat de perquisition à la main. Beer vient lui ouvrir en pyjama. Après deux heures d'interrogatoire, Beer ne perd rien de son assurance. Il va nier imperturbablement ses contacts avec les Soviétiques, contre toute évidence, pendant encore quarante-huit heures. Le temps de permettre à Sokolov de quitter le pays. Quand enfin il se décide à coopérer, Isser Harel appelle le secrétaire militaire de Ben Gourion. Il sait que son initiative va précipiter la crise gouvernementale qui couve depuis l'épreuve de force engagée entre Ben Gourion et Pinhas Lavon au sujet de l'affaire de l'été 1954.

Une commission de sept ministres dirigée par Levi Eshkol vient en effet de réhabiliter l'ancien ministre de la Défense victime de l'exploitation du scandale. Ben Gourion a démissionné et, du coup, le parti travailliste a voté, le 5 février 1961, l'exclusion de Lavon et sa destitution du poste de secrétaire général de la Histadrout. Les autres partis de la coalition au pouvoir refusent de participer à un gouvernement Ben Gourion. En mars, la Knesset est dissoute, après deux ans seulement de législature : de nouvelles élections auront lieu en août. La presse, de droite à gauche, critique la « tyrannie » de Ben Gourion, qui s'enferme la plupart du temps à Sde Boker, tel un lion blessé dans sa tanière.

C'est l'époque où la presse mondiale publie également des révélations sur la construction d'un centre nucléaire à Dimona, dans le Néguev, sous couverture d'une usine de textiles. Le 3 janvier, l'ambassadeur américain Ogdan Reed est venu à ce sujet poser cinq questions à Golda Meir, ministre des Affaires étrangères, exigeant une réponse avant minuit. Les États-Unis demandent en effet un droit de regard sur ce centre, et leur pression n'a pas baissé après l'entrée du président Kennedy à la Maison-Blanche.

Avec l'arrestation de Beer, les attaques vont redoubler contre le « Vieux Lion » qui en avait fait son conseiller, car la campagne électorale bat déjà son plein. Et Ben Gourion verra désormais en Isser Harel le « petit diable » dont il a fait toute la carrière, le responsable de cette campagne de presse. C'est le début d'une rupture douloureuse entre les deux hommes.

A la demande de Ben Gourion, les éditeurs de journaux ont cependant accepté de différer au 16 avril la nouvelle de cette

arrestation pour ne pas détourner l'attention de l'opinion sur l'ouverture, une semaine plus tôt, du procès Eichmann à Jérusalem. Mais, du coup, au moment où va éclater l'affaire Beer, plusieurs centaines de correspondants de la presse étrangère venus couvrir le procès Eichmann seront là pour lui donner une résonance internationale...

On ne saura jamais tout ce que l'agent n°1 de Moscou à Tel Aviv a pu transmettre à sa centrale. Au cours de son procès, des témoins viendront rapporter les questions indiscrettes que Beer leur a posées sur toutes sortes de sujets hors de ses compétences officielles. Mais il est possible de faire une évaluation des dégâts causés par son activité non seulement à Israël, mais aussi aux démocraties occidentales.

Outre les informations sur les préparatifs de la campagne du Sinaï d'octobre 1956, Beer a pu tenir les Soviétiques au courant des réactions de Ben Gourion et de son entourage à leurs menaces d'intervention. Deux ans auparavant, le chef du réseau israélien monté en Egypte, Avri Elad, avait, sur les conseils de Peres, présenté à Beer son rapport sur la formation, l'activité et la chute de ce réseau qui est à l'origine de l'affaire Lavon. Selon Elad, un espion russe arrêté en Israël, et dont il a partagé la cellule lors de son emprisonnement, était parfaitement au courant de l'histoire de son réseau. Et la transmission de son rapport à Moscou et peut-être au Caire a pu efficacement informer les ennemis d'Israël du mode opératoire de ses services spéciaux.... Sans doute Beer, à l'époque, n'occupait-il encore aucune fonction officielle, mais il ne manquait pas d'amis parmi les anciens du Palmakh, dont certains dirigeaient l'unité 131, utilisée pour l'opération de provocation antiaméricaine en Egypte.

Beer a également fourni aux Soviétiques des renseignements précieux sur l'armement de Tsahal, sur la composition de son état-major, sur les livraisons françaises ainsi que sur l'état des forces de l'O.T.A.N. qu'il avait été invité à inspecter.

Le général français Marcel Carpentier, qui avait eu l'occasion de le rencontrer, l'avait qualifié de « meilleur commentateur militaire au Proche-Orient ».

Pendant la campagne du Sinaï, notamment, Beer avait passé des heures dans le bureau de Shimon Peres à suivre les discussions et à émettre des avis. Le correspondant de *France-Soir* en Israël, Alain Guiney, l'a même trouvé le dernier jour de la guerre bavardant avec l'ambassadeur de France Pierre-E. Gilbert, qui développait en détail la position de son gouvernement.

D'autre part, Peres lui avait commandé à plusieurs reprises des

études spéciales sur un grand nombre de projets « top secret ». Une partie des documents trouvés lors de la perquisition à son domicile avait trait à ces projets.

On ne saura jamais, en revanche, la valeur des informations qu'il a pu rapporter aux Soviétiques de ses quatre entretiens avec le général allemand Gehlen sur des questions de stratégie. Il semble que ses manipulateurs y aient attaché plus de prix encore qu'à son travail d'espionnage en Israël même.

Quand Isser Harel a appris que ce contact Beer-Gehlen risquait de tourner à une véritable coopération dans le domaine de l'action clandestine, sous prétexte de lutte commune antisoviétique, il a littéralement failli s'étrangler. Il a convoqué Beer à son retour d'Allemagne en juillet 1960 pour lui interdire d'y retourner. Beer a fait appel à Ben Gourion, qui lui a donné raison contre le chef du Mossad.

C'est alors que celui-ci a décidé de faire mettre le « cher professeur » sous surveillance. Mais Beer réussit à lui échapper encore quelque temps, suffisamment, en tout cas, pour rencontrer à son insu le diplomate soviétique Sokolov à la mi-décembre 1960, peu de jours avant que la presse mondiale ne consacre ses manchettes à la construction d'une centrale nucléaire à Dimona.

Ce jour-là, Sokolov a attendu Beer à l'entrée de son appartement pour lui fixer un rendez-vous le soir même en un lieu resté inconnu. L'objet du contact portait précisément sur les secrets nucléaires d'Israël.

De 1957 à 1961, il y a peut-être eu plusieurs dizaines de ces rencontres clandestines entre Beer et Sokolov. Comme dans les manuels élémentaires où l'on peut apprendre l'a.b.c. du métier d'espion, ils étaient convenus de codes anodins et de signes à la craie pour se fixer des rendez-vous dans des endroits déterminés avec possibilités de repêchage en cas d'empêchement.

Mais le document le plus intrigant transmis selon toute probabilité par Beer à son manipulateur de Tel Aviv est la copie d'un dossier de plans d'opérations militaires répondant à toutes les situations hypothétiques et élaboré en 1957 par le colonel Yuval Neeman, l'adjoint au chef du Deuxième Bureau israélien (Aman). Cette copie avait mystérieusement disparu et était demeurée introuvable. On pensait, à l'époque, qu'elle avait pu être jetée par erreur au rebut.

Les enquêteurs israéliens ont pourtant eu leur attention attirée, quelques années plus tard, par des articles de journaux étrangers proches de sources soviétiques critiquant les « visées expansionnistes » d'Israël et accompagnés de considérations visiblement

inspirées du dossier Neeman. Mais, surtout, les Soviétiques utiliseront ce document pour fabriquer un faux que le chef du K.G.B. présentera le 14 mai 1967 à Sadate, envoyé à Moscou par Nasser, comme la preuve de préparatifs d'agression israélienne contre la Syrie.

Ce faux, fabriqué à partir d'un authentique document vieux de dix ans, jouera le rôle de la dépêche d'Ems (à l'origine des hostilités franco-allemandes de 1870) dans le déclenchement de la guerre des Six Jours.

Trois ans avant de confondre Beer, le flair d'Isser Harel avait permis de neutraliser l'agent n°2 des Soviétiques à Tel Aviv : l'ancien membre du réseau Rado, Zeev Goldstein.

Un jour de l'année 1957, un des informateurs qu'il avait gardés à la direction du Mapam, après son passage du Shin Beth au Mossad, à titre personnel, appelle Harel à son domicile. Ils conviennent d'un rendez-vous selon les meilleures règles de la clandestinité.

— Les Soviétiques cherchent à pénétrer le Mossad, lui révèle son interlocuteur. Ils s'efforcent d'introduire un agent auprès de toi.

Pendant un an, Isser cherche vainement à déceler un suspect dans son entourage immédiat. Au mois de mai 1958, il reçoit la visite d'un fonctionnaire israélien bien noté, Zeev Goldstein, employé à l'ambassade d'Israël à Belgrade, qui a déjà eu l'occasion de rendre quelques services à son organisme. Goldstein vient lui proposer d'organiser un réseau de renseignements en Yougoslavie au profit du Mossad.

— Pas question, tranche Isser. Nous n'avons aucun intérêt à travailler en Yougoslavie.

Puis il se tait un instant pour dévisager son interlocuteur en réfléchissant à l'étrangeté de sa proposition : « Il n'y a vraiment que les Soviétiques pour s'intéresser à ce pays », pense-t-il. Et, tout à coup, la confiance de son informateur du Mapam lui revient en mémoire : « Les Soviétiques cherchent à glisser quelqu'un auprès de toi. »

Alors il rompt le silence pesant qui règne dans la pièce :

— Vous êtes un agent soviétique !

Stupéfait, Goldstein reçoit l'apostrophe comme une gifle qui le fait vaciller et passe sur-le-champ aux aveux. Harel convoque

Amos Manor, son collègue du Shin Beth, pour le remettre entre ses mains.

Dans l'après-midi, Manor lui téléphone pour confirmer les aveux spontanés de Goldstein, recoupés par les premières vérifications immédiatement entreprises. Le soir même, Isser Harel réunit chez lui, pour le sabbat, un groupe de fonctionnaires supérieurs de son service :

— Tenez-vous bien, leur dit-il, Goldstein est un espion des Soviets.

Goldstein est le cas type de l'agent dormant implanté de longue date dans un appareil étatique. Né Wolf, en 1920, dans une famille russe émigrée en Suisse avant la Révolution d'Octobre, le futur Zeev a eu une enfance imprégnée d'idées socialistes en dépit de l'aisance financière de ses parents. Lénine avait souvent séjourné dans leur maison. A 22 ans, Goldstein a pris part à la lutte contre le nazisme en se mettant au service du réseau d'espionnage soviétique monté en Suisse par le professeur Rado. Il arrive en Israël dès la proclamation de l'État juif en 1948, déjà couvert de diplômes d'études supérieures et de connaissances linguistiques qui lui permettent de trouver tout de suite une place au ministère des Affaires étrangères. Il se voit promis à une belle carrière, courant les dîners en ville, fréquentant les soirées officielles, ne manquant aucune réception, aucune occasion d'entretenir des relations cordiales avec les dirigeants du ministère où il fait bien vite figure de diplomate modèle.

En 1952, il se porte volontaire avec un petit groupe de fonctionnaires pour venir en aide aux nouveaux immigrants logés dans des camps de fortune. Après avoir épousé une jeune fille élevée à Jérusalem, il est nommé en 1955 attaché commercial auprès de l'ambassade de Bruxelles. C'est là que d'agent dormant des Soviétiques il devient leur agent actif.

Aussi serviable que sociable, il accepte volontiers les petites missions dont le charge le Mossad, profitant, comme toutes les centrales de renseignement du monde, de sa couverture diplomatique. L'été 1956, il prend part aux réunions secrètes de l'ambassade de Paris, au cours desquelles sont réglés les détails des livraisons clandestines d'armement à Israël. Ses manipulateurs lui demandent évidemment de les tenir au courant des préparatifs de l'intervention tripartite qui, en septembre, est déjà dans l'air.

Toutes sortes de missions de confiance peuvent justifier sa présence de plus en plus fréquente dans la capitale française. Comme par hasard, il est toujours là quand Lou Kedar, chargée d'affaires d'Israël à Budapest, vient y passer de courtes vacances.

Ils s'étaient liés d'amitié à Jérusalem, où ils avaient fait connaissance quand Goldstein s'était fiancé. Tout heureux de la revoir à Paris, il lui pose des questions sur son travail à Budapest. Bien que son séjour en pays de démocratie populaire lui ait appris à se méfier des questions les plus anodines, elle ne voit pas malice à l'intérêt que lui porte Goldstein.

En 1957, Goldstein est muté à l'ambassade de Belgrade comme attaché commercial. C'est là qu'il va pouvoir jouer son va-tout : se frayer un chemin jusqu'à la direction du Mossad. Il demande une entrevue à Isser Harel pour lui faire une proposition capable de l'intéresser. Convoqué en Israël, il annonce à ses amis qu'il fait un saut au pays pour fêter l'anniversaire de sa fille.

Un vendredi à midi, à l'heure où les employés quittent les bureaux pour se préparer à la veillée sabbatique, il se présente à Isser Harel au quartier général du Mossad, se jetant de lui-même dans la gueule du loup.

Après son arrestation, qui ne sera pas ébruitée, un voile de mystère s'est abattu sur son sort. Ses collègues du ministère s'étonneront un peu de sa disparition pure et simple. Quant à l'ambassadeur d'Israël à Belgrade, Arieh Levavi, il aura attendu vainement son retour, car il l'a chargé d'acheter un bijou pour l'anniversaire de la femme de son homologue britannique. A ses télégrammes de plus en plus inquiets, le directeur du ministère finira par répondre évasivement : « Pour votre cadeau, trouvez-vous un autre courrier. »

Les aveux spontanés de Goldstein ont permis aux services israéliens de mieux connaître le mode d'action des services soviétiques. L'agent n'avait en effet jamais eu de contact avec des officiers traitants en Israël même. Tout s'est passé en Europe, en Suisse, en Belgique, en France, en Yougoslavie. Et c'est peut-être dans un de ces pays, la Yougoslavie, que Goldstein a commis le faux pas qui a entraîné sa chute. Mais Isser Harel n'a jamais voulu dévoiler la source qui lui a permis d'exercer son flair.

Condamné à douze ans de prison, Goldstein choisira de rester au pays après sa libération et de refaire sa vie dans un village tranquille. Son fils est aujourd'hui officier de Tsahal.

Condamné à dix ans de prison, puis à quinze en appel, Beer y mourra en 1966, en prétendant, dans son autobiographie qui reste l'unique témoignage sur un passé en grande partie inventé, avoir voulu œuvrer pour la sauvegarde d'Israël, parce qu'il redoutait la catastrophe d'un affrontement israélo-soviétique.

La crise de Suez pouvait être interprétée comme le premier acte de cette confrontation. Les Soviétiques en ont profité pour

avancer leurs pions en Méditerranée orientale et recruter des espions au cœur du monde arabe. Le plus important de leurs agents en cette année capitale de 1956, ils l'ont trouvé au sein même de la présidence de la République égyptienne en la personne du futur chef de cabinet de Nasser, Sami Sharaf.

Au courant des préparatifs d'intervention à Suez, Moscou ne lève pas le petit doigt pour prévenir l'Égypte, son nouveau client via l'accord d'armement tchéque. Deux raisons à cette expectative volontaire : d'une part, l'intervention militaire tripartite allait lui permettre d'intensifier sa mainmise sur l'équipement de l'armée égyptienne et de se placer en défenseur du monde arabe face à l'agression de l'Occident. D'autre part, l'ouverture des hostilités au Proche-Orient allait créer une diversion opportune pour détourner l'indignation mondiale de sa propre décision d'intervenir militairement en Hongrie contre le soulèvement populaire.

Le rôle de la C.I.A. dans le déclenchement de cette révolte n'est pas encore tout à fait clair. Le chef de ses opérations spéciales de l'époque, James Angleton, reconnaîtra plus tard avoir entraîné des milliers de combattants hongrois qui sont passés trop précocement à l'action. Son patron, Allen Dulles, dont le frère Foster dirigeait le Département d'Etat, a-t-il alors voulu forcer la main au président Eisenhower ? Toujours est-il que le Kremlin pouvait se demander si les États-Unis assisteraient sans réagir à l'écrasement de la révolte hongroise. Leur réaction de surprise et de colère à l'opération tripartite de Suez l'a très vite rassuré. Et, grâce à l'équipe de super-agents dont il disposait au Proche-Orient, il allait faire coup double en réussissant la plus belle campagne d'intoxication jamais menée à bien depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le 4 novembre 1956, les chars soviétiques sont dans Budapest. Le lendemain, 5 novembre, le Premier ministre Boulganine adresse trois messages en forme d'ultimatum à Tel Aviv, à Londres et à Paris. Sa menace à Israël s'en prend à l'existence même de l'État juif au cas où il ne retirerait pas sans délai ses troupes de la presqu'île du Sinaï. Les 6 et 7 novembre, le K.G.B. joue le grand jeu. Se fondant sur la crainte entretenue depuis le mois de mars par Israël Beer chez Ben Gourion d'une riposte militaire de l'U.R.S.S. à toute atteinte à la souveraineté de l'Égypte, il fait répandre une série de rumeurs comme une traînée de poudre :

demande de passage de bâtiments de guerre soviétiques aux Dardanelles, création d'un pont aérien entre Moscou et Damas, mouillage de sous-marins et arrivée d'hommes-grenouilles à Alexandrie, enrôlement de volontaires pour l'Égypte, état d'alerte dans toutes les bases des forces aéroportées soviétiques, etc.

Le 6 novembre encore, l'ambassadeur d'Israël à Moscou, Joseph Avidar, qui se trouve en vacances à Tel Aviv, vient trouver Ben Gourion : il s'agit à ses yeux d'un gigantesque bluff des Russes auquel il ne faut pas se prêter. Mais, dans l'après-midi du 7, Isser Harel vient à son tour lui faire part d'une inquiétude contraire : selon ses sources du Mossad, des pilotes soviétiques ont bel et bien atterri à Damas et s'appêtent à partir en mission de bombardement. Une partie de ces renseignements a été recueillie à Beyrouth où sévit l'honorable correspondant britannique Kim Philby.

La C.I.A. apporte d'ailleurs sa contribution au succès de l'intox soviétique en inspirant une démarche de l'ambassadeur des États-Unis à Paris, Charles Bohlen, auprès des autorités françaises : le diplomate tient à les informer de l'imminence d'une attaque soviétique contre le territoire d'Israël. Et les Français de répercuter l'information aux Israéliens. Pour comble, le président Eisenhower, irrité du comportement de ses deux principaux partenaires occidentaux et des bévues de la C.I.A. tant en Europe centrale qu'au Moyen-Orient, se joint à l'appel du maréchal Boulganine pour obtenir l'évacuation immédiate de Port-Saïd et du Sinaï.

Ne prenant pas au sérieux la pénétration soviétique pourtant amorcée depuis deux ans au Proche-Orient, l'Amérique macarthyste n'a réagi que mollement à la nationalisation du canal de Suez par Nasser — cet ancien agent stipendié de la C.I.A. — et a été incapable d'offrir une alternative à la résolution franco-britannique. Et, tout en essayant de maintenir les bonnes relations avec le Raïs, elle lui refuse les faveurs que les Russes s'appêtent à lui accorder.

Mise en accusation à la Conférence des pays non alignés de Bandoeng, qui a fait un triomphe à Nasser, cette Amérique-là n'a pas su davantage retourner à son profit le courant d'indignation provoqué au moins en Europe occidentale par l'intervention soviétique en Hongrie.

Pris au dépourvu par la campagne de Suez, les représentants de la C.I.A. au Caire avaient tenu Nasser au courant des pressions exercées par le président Eisenhower sur Israël, la France et la Grande-Bretagne. Et ce sont en partie les rapports de la C.I.A. du

Caire exaltant la solidité du soutien populaire de Nasser qui auront déterminé les États-Unis à s'opposer de toutes leurs forces à la poursuite de l'intervention tripartite, permettant aux Russes de gagner sur tous les tableaux, l'année même où le rapport Khrouchtchev avait ébranlé le monde communiste.

IX
REVANCHE A L'OUEST

On l'a appelé le « débarquement de Coca-Cola ». Le 17 juillet 1958, les marines de la VI^e flotte américaine basée en Méditerranée sautent sur la plage de Beyrouth et se rendent maîtres de la capitale libanaise, mettant fin à la première guerre civile qui, depuis le début de l'année, ravage le paisible pays du cèdre. Ils viennent, en fait, relayer avec éclat l'aide israélienne en fournitures d'armes qui a permis aux forces chrétiennes du président Camille Chamoun, mises en difficulté, de résister jusque-là à la poussée des éléments pronassériens. L'Histoire aura l'occasion de confirmer, une vingtaine d'années plus tard, la permanence de l'attitude d'Israël envers cette minorité menacée par la révolution arabe. C'est alors le chef du Mossad, Isser Harel, qui a fait du forcing à Washington, où il est allé convaincre les responsables du Pentagone et de la Sécurité américaine de ne pas abandonner à leur sort les chrétiens du Liban.

L'intervention armée des Etats-Unis a été décidée le 15 juillet par le président Eisenhower, conformément à la doctrine qui porte son nom d'empêcher toute tentative de déstabilisation des régimes en place à la limite de la zone d'influence soviétique.

Le lendemain, ils encouragent la Grande-Bretagne à répondre sans délai à l'appel au secours du roi Hussein de Jordanie, barricadé dans son palais d'Amman avec ses fidèles bédouins face à une émeute populaire, par l'envoi de parachutistes. Le 17 juillet,

les troupes aéroportées britanniques basées à Chypre obtiennent l'autorisation empressée de Tel Aviv d'emprunter l'espace aérien d'Israël pour se poser en Jordanie et sauver de justesse le souverain hachémite, privé depuis quatre jours du soutien de l'armée irakienne par un putsch à Bagdad.

L'Occident, cette fois, a réagi sans tarder à la soudaine flambée qui vient d'embraser de nouveau le Proche-Orient. C'est sa première contre-offensive pour contenir la pénétration de l'U.R.S.S. dans cette région du monde.

Le jour même de la double intervention militaire anglo-américaine, conscient du rôle d'avant-garde dévolu à Israël dans cette gigantesque opération de sauvetage de la présence occidentale, Ben Gourion écrit dans son Journal intime, à la date du 17 juillet 1958 : « Notre but est maintenant d'obtenir des armes des Etats-Unis, notre participation aux débats politiques et militaires concernant le Moyen-Orient et le rapprochement de tous les pays de la région opposés à la volonté de puissance de Nasser et à l'expansionnisme soviétique. »

Cette revanche de l'Ouest est pour lui une revanche personnelle. C'est qu'il revient de loin, Ben Gourion. Exactement de la grande désillusion du 8 novembre 1956 : Israël a mis près de deux ans à surmonter l'humiliant échec politique de l'opération Suez.

Ce jour-là, en début d'après-midi, Eisenhower a fait savoir directement à Ben Gourion qu'il ne laisserait pas Israël profiter de sa victorieuse campagne du Sinaï pour se soustraire à la résolution de l'O.N.U. ordonnant le retrait de toutes les armées étrangères du territoire égyptien. La Grande-Bretagne et la France ont déjà obtempéré la veille à l'ultimatum soviétique et commencé d'évacuer Port-Saïd sous la pression américaine. A peine remis de la mauvaise grippe qui l'a contraint à confier la conduite des affaires durant cette guerre éclair à son fidèle assistant Nehemia Argov, le « Vieux » a cédé, lui, à l'éphémère ivresse du moment :

— L'accord d'armistice (de 1949) avec l'Egypte est mort et enterré, proclame-t-il, le 7 novembre, à la tribune de la Knesset, en proposant l'ouverture de négociations directes pour définir des « frontières de paix » sur la base des gages territoriaux conquis par Tsahal.

Il ne se rend pas encore très bien compte que cette campagne militaire voulue, conçue et brillamment gagnée par le général Dayan ne pouvait rapporter à Israël que des fruits empoisonnés. Sa crainte obsessionnelle de l'isolement l'a entraîné à lier le sort d'Israël à la fortune de la coalition hâtive et impopulaire des deux dernières puissances coloniales. Cette peur pathologique,

il finira par la communiquer en juin 1967, à la veille de l'offensive israélienne des Six Jours, au général Ytzhak Rabin en prophétisant une catastrophe — ce qui provoquera la dépression passagère du chef de l'état-major.

Indirectement, Rabin remettra plus tard en cause les options de Ben Gourion en écrivant le 11 mai 1978, pour le trentième anniversaire d'Israël : « Israël a pu montrer d'une manière convaincante que la guerre des Six Jours était une guerre de défense, grâce aux conditions politiques créées pendant la période d'attente (entre le 15 mai et le 5 juin 1967) et parce qu'il s'est battu seul, sans la coopération de la France et de la Grande-Bretagne, comme cela s'était passé en 1956. Ainsi, et contrairement aux suites de la campagne de Suez, la décision de cessez-le-feu a été indépendante d'une décision concernant le retrait des troupes israéliennes. Pour la première fois (depuis 1948) la guerre de 1967 a doté Israël d'atouts dans la lutte politique pour la paix. »

Les gages détenus le 7 novembre 1956 par Tsahal n'avaient, eux, aucune chance de se transformer en atouts dans la conjoncture internationale de l'époque.

Le 8, parallèlement au message d'Eisenhower à Ben Gourion, le sous-secrétaire d'Etat Edgar Hoover écrit à Golda Meir, ministre des Affaires étrangères d'Israël, pour menacer son pays de sanctions économiques et d'une procédure d'exclusion de l'O.N.U. Le soir même, à minuit trente, le « Vieux » lit à la radio, d'une voix brisée, le texte de sa réponse à l'ultimatum américain. Plus question d'annexer la presque île du Sināï : « Nous retirerons volontiers nos forces dès qu'un accord sera intervenu aux Nations unies pour l'entrée d'une force internationale dans la zone du canal de Suez... »

Pendant quatre mois, il va s'acharner à sauvegarder au moins quelques fruits de la victoire de Dayan : le littoral de la mer Rouge et la bande de Gaza, en évacuant, pas à pas, le reste du Sināï. A la fin de janvier 1957, après avoir démantelé toutes les installations égyptiennes, il s'accroche encore désespérément à Sharm el-Sheikh et à Gaza, en dépit des sommations répétées de l'O.N.U. Mais les Américains ont commencé d'appliquer leurs sanctions en bloquant un emprunt promis depuis longtemps à Israël, en menaçant d'interdire la collecte des fonds juifs et d'interrompre le paiement des réparations allemandes. Et le gouvernement français, lui-même, le dernier fidèle à l'alliance d'octobre, recommande d'y poster des garnisons de Casques bleus. Ce n'est pas, bien sûr, l'avis du général de Gaulle, qui n'a pas encore, à l'époque, terminé sa traversée

du désert. Recevant dans son bureau parisien de la rue de Solférino le chef de l'opposition israélien Menahem Begin, en février 1957, il lui dit à plusieurs reprises en martelant ses mots :

— Surtout, ne quittez pas Gaza !

Il lui explique, au passage, son regret que l'offensive tripartite d'octobre ne soit pas allée jusqu'au Caire... Mais nécessité internationale fait loi.

Et, le 1^{er} mars 1957, l'ordre d'évacuation totale est donné à Tsahal, contrainte de restituer jusqu'à la dernière parcelle du territoire conquis quatre mois plus tôt.

Mais les événements vont aussi contraindre les Américains à réviser bientôt leur position quant aux véritables objectifs visés par les Soviétiques et au double jeu de Nasser, en passe de devenir le champion d'un panarabisme révolutionnaire.

Un cordon de Casques bleus a beau camper sur le territoire égyptien, aux points névralgiques des détroits et de Gaza : l'armée et l'administration du Raïs, consolidé dans sa popularité, peuvent s'y réinstaller en force. Aucune garantie n'est vraiment assurée à Israël pour la suite, et le canal de Suez demeure obstinément fermé à ses navires.

Mais, surtout, la percée de Moscou en Méditerranée orientale devient si spectaculaire qu'elle ne peut laisser indifférents les responsables de la Maison-Blanche, à peine affranchis de l'hystérie maccarthyste. Dès le mois d'août 1957, la Syrie entre en effet à son tour dans le giron de l'U.R.S.S. Des envois massifs d'armes soviétiques arrivent au port syrien de Lattaquié. La C.I.A. est chargée de procéder à une réévaluation de la situation dans la région.

Du coup, Ben Gourion, essayant de profiter au maximum du regain de guerre froide et d'exploiter l'autocritique américaine, décide de jouer à fond la carte du péril rouge. Il y voit le meilleur moyen de combler le fossé creusé par l'opération tripartite de Suez entre Israël et les Etats-Unis et d'avoir la bénédiction de Washington à la constitution d'une sorte de Sainte-Alliance anticommuniste, dont il va se faire le champion au Proche-Orient.

Il est vrai qu'il craint la présence des Russes et qu'Isser Harel, le patron des services secrets, fait tout pour l'entretenir dans cette hantise, et l'a, depuis longtemps, poussé dans cette voie d'étroit rapprochement avec l'Occident. Dès le début des années 1950, il lui a dépeint sous un jour dramatique le danger que faisait courir au pays l'activité du parti de la gauche socialiste Mapam, auquel appartenaient alors plus de la moitié des généraux

israéliens. Ben Gourion s'est interrogé à plusieurs reprises sur les véritables intentions soviétiques à l'égard d'Israël : les Russes veulent-ils la destruction de l'Etat d'Israël qu'ils ont été parmi les premiers, en 1948, à porter sur les fonts baptismaux de l'O.N.U. — et à équiper d'armes tchèques ? Il n'a jamais su, semble-t-il, se donner à lui-même une réponse très claire à ce sujet.

Il reste que, pour Moscou, Israël est en tout cas devenu une cible prioritaire sur le plan du renseignement. L'activité de ses services secrets, K.G.B. et G.R.U., ne fait que croître depuis 1954 : avant quatre ans, plus de cent diplomates des pays de l'Est vont y concourir. Aussi bien, toute la politique extérieure de Ben Gourion pendant l'année 1957 est-elle essentiellement axée sur la recherche d'une garantie militaire par l'intégration d'Israël dans le système de défense occidental. Tout faire pour parvenir à un tel pacte. Mais aussi tenter de mettre sur pied de nouvelles alliances tendant à encercler et à neutraliser l'expansionnisme nassérien.

Le réveil politique de l'Afrique noire en voie de décolonisation, d'une part, la crainte qu'inspirent les menées arabes sur leurs arrières aux Etats islamiques non arabes et limitrophes de l'U.R.S.S. — Iran et Turquie — d'autre part, peuvent fournir des bases à la nouvelle stratégie politique d'Israël : la solidarité des adversaires de la Russie et des ennemis de Nasser à la charnière ou à la périphérie des trois continents.

Au cours de l'année 1957, Ehud Avriel, l'ex-bras droit de Shaül Avigour à la tête du Mossad de l'immigration illégale (Alya Beth), est envoyé par Ben Gourion au Ghana occuper le premier poste d'ambassadeur d'Israël dans ce pays nouvellement indépendant. Il va ouvrir la voie à la pénétration israélienne en Afrique occidentale et équatoriale. Quelques mois plus tard il est rejoint par Shimon Peres, envoyé spécial du « Vieux » pour examiner avec le président N'Krumah la possibilité d'un pacte d'assistance tripartite avec l'Ethiopie dirigé contre le danger nassérien. L'Ethiopie chrétienne a été l'un des premiers pays africains à établir, dès avant 1956, des relations privilégiées avec l'Etat juif, dont le négus a accepté l'aide militaire face aux visées méridionales de Nasser.

La philosophie du « cercle africain » exprimée par le Raïs avait déjà fortement inquiété les dirigeants soudanais, dont le pays voisine avec le sud de l'Egypte. L'un d'eux, représentant le « parti de la Nation », s'était même rendu secrètement en Israël en 1955 pour envisager une éventuelle coopération.

Peres devient officiellement le conseiller chargé des relations

spéciales avec l'Afrique, placées hors des attributions du ministère des Affaires étrangères.

En janvier 1958, Ben Gourion adresse au shah une lettre évoquant les relations spéciales unissant la nation perse et la nation juive depuis le temps du roi Cyrus le Grand pour renforcer les rapports discrets de coopération déjà établis entre les deux pays. Il fait également sonder la Turquie qui entretient des relations diplomatiques normales avec Israël, mais montre pour le moment de l'hésitation à aller plus loin, sa protection lui semblant suffisamment garantie par sa double appartenance à l'O.T.A.N. et au pacte de Bagdad.

Cette fois, Ben Gourion entend bien ne pas prendre d'initiatives sans l'accord et la caution des Etats-Unis. La leçon de Suez a été trop cuisante. Le secrétaire d'Etat Foster Dulles reconnaîtra lui-même plus tard que Washington n'aurait pas commis l'erreur d'intervenir aux côtés de Moscou si la France, la Grande-Bretagne et Israël l'avaient consulté et n'avaient pas cherché au contraire à l'intoxiquer. La meilleure preuve de la bonne volonté américaine est que dès juin 1956, avant même la nationalisation du canal, les fonctionnaires du Département d'Etat avaient pris contact avec le ministre plénipotentiaire d'Israël, Reuven Shiloakh, pour envisager avec lui les moyens de neutraliser Nasser. Et, au lendemain de la nationalisation, le chef de la C.I.A., Allen Dulles, avait répondu à Isser Harel, envoyé à Washington par Ben Gourion, qu'il était prêt à considérer les plans d'Israël pour renverser le Raïs...

Après l'arrivée des premiers transports d'armes russes à la Syrie, en août 1957, un haut fonctionnaire de la C.I.A. a tenu Tel Aviv au courant des plans américains de subversion en Syrie avec l'aide de la Turquie et de l'Irak. Un groupe de leaders syriens exilés à Bagdad devait fomenter un coup d'Etat militaire à Damas, mais la tentative n'a pu avoir lieu.

Au début de mai 1958, Moshe Dayan demande au vieux maréchal britannique Montgomery d'exposer au président Eisenhower, qu'il doit rencontrer prochainement à Washington, les projets d'alliances régionales de Ben Gourion. En juin, cette activité diplomatique secrète s'intensifie avec la précipitation des événements qui commencent d'ébranler le Proche-Orient. La guerre civile déclenchée en février au Liban menace de transformer ce pays pro-occidental en base extrémiste. En Jordanie, le régime britannique du roi Hussein vacille sous le coup des manifestations antibritanniques dirigées par plusieurs officiers de la Légion arabe. Et voici soudain que tombe, dans un bain de sang, le régime pro-

tégé des Américains en Irak!...

Le 13 juillet, en vertu des accords de l'Union arabe liant ce pays à la Jordanie, la brigade blindée du colonel Abd Karim Kassem reçoit l'ordre de faire mouvement pour se porter à la rescousse du monarque hachémite chancelant. En cours de route, elle fait soudain demi-tour et, au lieu de franchir la frontière jordanienne, marche sur Bagdad.

Le 14 juillet, à 7 heures du matin, le monde apprend le massacre du jeune roi Fayçal d'Irak, du régent du royaume et du Premier ministre Nouri Saïd, l'homme fort des Américains. A leur place, Kassem proclame l'établissement d'une « république populaire ». A Washington, comme à Tel Aviv, le rouge est mis.

Ben Gourion écrit dans son Journal intime : « A 7 heures ce matin, coup de tonnerre à la radio : révolution en Irak. » Il convoque le soir même ses aides et conseillers militaires. Le chef de l'Aman, le colonel Harkabi, évoque l'éventualité d'une révolution pronassérienne en Jordanie, consécutive à la chute de la monarchie irakienne. Le nouveau chef d'état-major Haïm Laskov, qui vient de succéder à Moshe Dayan, propose que Tsahal pénètre en Cisjordanie et occupe préventivement la ligne des cols entre Naplouse et Hébron.

La C.I.A., informée des intentions israéliennes, présente un rapport au président Eisenhower, qui s'en inquiète et décide de prendre les devants en envoyant les marines à Beyrouth. De quoi stopper le processus de déstabilisation de la région, tout en rassurant Israël sur la volonté de défense de l'Occident. En quelques jours le paysage politique change.

Le 16 juillet, tandis que l'Angleterre décide d'intervenir à son tour en Jordanie, le ministre des Affaires étrangères de Turquie, Rustu Fatin Zurlu, exprimant les craintes subites de son gouvernement devant la nouvelle situation créée par les récentes secousses arabes, invite Israël à lui envoyer un émissaire. La rencontre secrète a lieu le 18 juillet à Ankara, où l'émissaire H. lui présente le projet de « pacte périphérique » cher à Ben Gourion entre la Turquie, l'Iran, l'Ethiopie et Israël, seuls pays non arabes et pro-occidentaux entre la Méditerranée et la Corne de l'Afrique. Zurlu accepte l'idée d'organiser une rencontre secrète dans la capitale turque entre les deux chefs de gouvernement.

Encouragé par la nouvelle attitude turque, Ben Gourion réunit des experts chez Golda Meir, au ministère des Affaires étrangères, pour étudier la possibilité d'associer les Etats-Unis à la création d'un tel pacte. La menace que les événements font peser sur la

présence occidentale face à la pénétration soviétique dans la région donne à Israël un atout considérable pour rompre un isolement qui ne cesse de hanter le « Vieux » et retourner la situation à son profit.

Le 20 juillet, il envoie un message urgent au président américain pour lui demander un soutien moral et financier à son projet d'alliance « discrète » entre les quatre pays concernés : « Notre but, écrit-il à Eisenhower, est de créer une organisation capable de s'opposer à l'expansion soviétique qui se réalise à travers Nasser. Cette organisation pourrait sauvegarder à l'avenir l'indépendance du Liban et peut-être même celle de la Syrie. »

Il suffit, en effet, que Moscou lève le petit doigt pour que Ben Gourion affolé recule, comme il a reculé en novembre 1956 devant les menaces du maréchal Boulganine d'envoyer des « volontaires » dans le Sinaï. Quand, le 1^{er} août, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Valerian Zorine, proteste avec quelque véhémence auprès d'Israël contre l'utilisation de son espace aérien par les parachutistes britanniques lancés au secours de Hussein, le « Vieux » demande aux Anglais de suspendre leurs vols. Il ne les autorisera de nouveau qu'à la demande expresse de Foster Dulles, qui, le 4 août, lui fait connaître le consentement d'Eisenhower au projet de pacte périphérique.

Les préparatifs s'accélèrent. Le 28 août, à 22 heures, Ben Gourion quitte secrètement Israël pour Ankara, à bord d'un avion militaire, en compagnie de Golda Meir et de Reuven Shiloakh. Au cours d'un séjour de vingt-quatre heures dans la capitale turque, il y rencontre en tête à tête le Premier ministre Adnan Menderes. Les deux délégations s'entretiennent des questions de coopération économique, scientifique et diplomatique à développer entre les deux pays, mais l'essentiel de l'entrevue au sommet porte sur la défense commune contre leur ennemi commun n° 1 : Gamal Abdel Nasser.

Dans l'esprit de Ben Gourion, à son retour, tout sera bon désormais pour encourager, d'où qu'elles viennent, toutes les oppositions à Nasser. Or, les oppositions ne manquent pas au sein même du monde arabe...

En Irak, le nouveau chef de l'Etat a eu la malencontreuse idée de gracier et de rappeler le vieux Rachid Ali Keylani, l'ancien auteur du coup d'Etat pronazi de mai 1941 contre les Anglais et qui s'était réfugié en Allemagne avec le mufti de Jérusalem. Quelques semaines après son retour à Bagdad, Rachid Ali prend la tête, en octobre, d'un nouveau putsch, dirigé cette fois contre Kassem. Il est en relation avec Nasser, qui a financé en partie le

complot. Mais la tentative avorte et Rachid Ali est arrêté et condamné à mort. Les Egyptiens accusent Kassem d'avoir accepté d'être sauvé par les services israéliens. Désigné par la radio du Caire comme l'informateur de Kassem, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Bagdad, Michael Wright, doit définitivement quitter l'Irak en décembre, pour ne pas envenimer davantage la situation.

La nouvelle politique d'alliances tous azimuts contre les ambitions prêtées à Nasser dépend en grande partie du domaine de l'action secrète, dans la mesure où il s'agit la plupart du temps d'établir ou de maintenir des contacts clandestins avec des services, des personnalités ou des gouvernements intéressés ou soucieux de contenir les risques d'implantation soviétique dans la région. Mais elle passe d'abord par la consolidation de rapports privilégiés avec les Américains et par un redoublement de vigilance pour démasquer les agents soviétiques infiltrés au Proche-Orient à proximité des hauts niveaux de décisions.

Dès le printemps 1956, alors que les Etats-Unis misent encore sur la carte Nasser et sur la politique de détente avec l'Est, les services de renseignement israéliens ont rendu un éminent service à l'Occident en parvenant à mettre la main sur la première copie du rapport secret de Nikita Khrouchtchev au XX^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. sur les crimes de Staline. Les Américains, qui n'avaient jusqu'alors que des versions édulcorées du fameux discours prononcé à huis-clos par le nouveau maître du Kremlin, ont reconnu par la suite que l'intégralité du texte obtenue par les services israéliens leur a mieux permis de comprendre l'étendue, les limites et le sens de la déstalinisation entreprise par ceux qui, six mois plus tard, allaient noyer dans le sang le soulèvement de Budapest.

A partir de 1958, les services soviétiques cherchent à renforcer leur dispositif au Proche-Orient. En Israël ils comptent plus que jamais sur leur agent Israël Beer, infiltré auprès de Ben Gourion et donc bien placé pour les informer du projet d'alliance périphérique concrétisé par le voyage secret du « Vieux » à Ankara. En 1959, le K.G.B. fait venir dans la région un de ses meilleurs espions, le diplomate britannique William Blake, recruté sept ans plus tôt en Corée du Sud où il était vice-consul de Grande-Bretagne à Séoul. Blake était devenu quatre ans plus tard le chef de poste du M.16 à Berlin. Suivant les instructions de ses manipulateurs

de Moscou, il demande et obtient son transfert au Moyen-Orient, où il arrivera vers la fin de 1959. Entre-temps, il passe quelques mois à la centrale de Londres, où il est chargé, comme par hasard, du «.desk israélien ». Grâce à lui, d'importantes informations sur les relations clandestines d'Israël avec les pays du pacte périphérique en gestation trouvent le chemin de Moscou, et éventuellement celui du Caire. (Blake sera démasqué en mai 1960 à la suite de l'arrestation d'un agent double qui était un de ses adjoints à Berlin.)

Or, les rivalités entre les différents services israéliens et les querelles de personnes à leur direction vont affecter la politique « périphérique » de Ben Gourion. Il n'y a qu'en Israël que les affaires anecdotiques prennent une tournure à ce point démesurée.

La nomination, en février 1958, du général Haïm Laskov à la place de Moshe Dayan à l'état-major de Tsahal a été accueillie comme une bénédiction par Isser Harel, le patron du Mossad, responsable de l'ensemble de la communauté du renseignement auprès de Ben Gourion. Dès le mois d'octobre, le nouveau chef de l'armée, dont le plan de réformes mécontente tout un groupe de généraux, se heurte au chef de son service de renseignement (Aman), le colonel Yehoshafat Harkabi. Il va saisir la première occasion de débarrasser Harel de ce concurrent devenu inévitablement un rival en puissance.

Cette occasion, c'est la diffusion par la radio (Kol Israël), le 5 avril 1959 en soirée, de noms de code d'unités militaires en neuf langues. Il s'agit d'un exercice de rappel de réservistes selon une technique essayée pour la première fois sur les ondes nationales. Le simulacre déclenche une véritable panique dans la population et, par contrecoup, une alerte militaire en Égypte et en Syrie, dont les gouvernements procèdent à des mesures de mobilisation.

En entendant le premier appel à la radio, Ben Gourion, qui se trouvait seul dans son appartement de Tel Aviv, veut téléphoner à Kol Israël pour demander l'arrêt immédiat de l'émission, mais, en l'absence de sa femme et de son secrétaire, il ne savait pas se servir du téléphone...

Les observateurs de l'O.N.U. et les diplomates américains sont aussitôt intervenus pour faire baisser la tension aux frontières. Une commission d'enquête de l'armée rend coupables d'imprudence les deux responsables de la fausse alerte : le général Zoréa, n°2 de Tsahal, chef des opérations militaires à l'état-major, et le colonel Harkabi, chef de l'Aman. Le général Ytzhak Rabin est désigné pour succéder au premier : il devra sans doute à cet inci-

dent son ascension ultérieure à la tête de Tsahal et, plus tard, sa brève carrière politique à la tête du gouvernement. Le colonel Harkabi quitte l'uniforme pour se consacrer à une carrière universitaire, et cède la place au colonel Haïm Herzog.

Né à Belfast en 1918, d'une famille de rabbins irlandais, Herzog a fait son doctorat de droit à Cambridge et l'école d'officiers de l'armée britannique à Saunders, lors de la mobilisation de 1939. Il a participé au débarquement allié de 1944 en Normandie et quitté l'armée trois ans plus tard avec le grade de lieutenant-colonel. Premier directeur du département du renseignement au bureau des opérations militaires de Tsahal, à son retour en 1948 en Israël, il était depuis quelques années attaché militaire à Washington quand il est rappelé pour remplacer Harkabi en mai 1959 à la tête de l'Aman.

L'exercice de mobilisation qui a provoqué sa nomination n'était nullement une imprudence de son prédécesseur : il s'agissait en réalité d'une opération de guerre psychologique préparée soigneusement par les experts en intoxication de l'Aman. L'alerte déclenchée par le rappel fictif des réservistes à la radio devait leur permettre d'étudier les capacités de réactions des pays arabes. Mais cette opération n'a pas été soumise à l'approbation du Premier ministre et du chef d'état-major général.

Le nouveau chef de l'Aman — le quatrième en onze ans ! — ne va pas tarder à se heurter à son tour à Isser-le-Petit et à son grand ami Laskov. Dès le printemps suivant, ce dernier se plaint à Ben Gourion de cachotteries d'Herzog. Il lui reproche de ne pas l'avoir tenu au courant d'un mouvement de troupes égyptiennes dans le Sinaï décelé par l'Aman au cours du mois de février. Herzog n'a pas jugé ces manœuvres assez inquiétantes pour alerter son supérieur. Informé par des officiers subalternes de son service, le chef d'état-major demande, avec l'appui d'Isser Harel, une mobilisation générale des réservistes pour parer au danger. Mais le chef de l'Aman, dont le frère, Yaacov Herzog, est alors un conseiller personnel très apprécié de Ben Gourion, réussit à se faire entendre du « Vieux » et à lui faire partager son point de vue : il n'y a pas péril en la demeure. Le Premier ministre ne consent donc qu'à un rappel partiel de réservistes en demandant à Laskov de modérer son ardeur. Et pour bien montrer qu'il ne prend pas la menace militaire égyptienne au sérieux, il part pour les Etats-Unis en visite officielle.

L'opération de mobilisation partielle, qui a reçu le nom de code de « Rotem » et fait l'objet d'une commission d'enquête constituée par Laskov, se révélera pourtant comme une combi-

naison exemplaire de veillée d'armes et de modération verbale de nature à éviter toute escalade. Les brigades égyptiennes ont quitté progressivement leurs positions du Sinaï et le calme est revenu. Mais pas à l'état-major.

En septembre 1960, une deuxième crise éclate entre Laskov et Herzog au sujet d'une réunion de la commission mixte d'armistice israélo-jordanienne. Isser Harel réussit cette fois à convaincre Ben Gourion de remplacer Herzog. Un an plus tard, et avant le terme normal de son temps de service, le brillant colonel doit passer la main à un cinquième chef de l'Aman, le général Meir Amit.

Herzog quittera l'armée en 1962 pour ouvrir un cabinet d'avocat à Tel Aviv. Rappelé comme commentateur militaire à la radio en mai 1967, il deviendra une sorte de tranquillisant pour la population dans la période d'angoisse qui précédera la guerre des Six Jours. Nommé premier commandant militaire des territoires occupés de Cisjordanie, il sera limogé par Dayan pour son attitude favorable à l'émergence d'une entité palestinienne. Ambassadeur à l'O.N.U. en 1975, il se fera prendre à partie en Israël par un député du Likoud, Horowitz, qui demandera sa révocation au ministre des Affaires étrangères Ygal Allon pour son insubordination de 1960 ! Vulgaire règlement de comptes : Horowitz est le cousin de Moshe Dayan que Haïm Herzog n'aura guère ménagé dans un ouvrage remarquable sur la guerre de Kippour.

L'arrivée du général Meir Amit dans les services de renseignement ouvre en fait une page nouvelle. A l'opposé de ses quatre prédécesseurs, il jouit d'un prestige personnel dû à sa carrière militaire : numéro 2 du général Dayan pendant la campagne du Sinaï, il serait devenu chef de l'état-major si un accident de parachute ne l'avait alors immobilisé près de deux ans.

En prenant son poste au début de l'hiver de 1961, Amit renforce le statut spécial des renseignements de l'armée. L'Aman devient l'un des deux bureaux les plus importants de Tsahal. Nouveau rival d'Isser Harel, Amit finira par lui succéder à la tête du Mossad, en 1963.

Entre-temps, Isser-le-Petit aura pourtant atteint le sommet de la gloire. Il aura, plus modestement, rendu service à un autre chef d'Etat : le général de Gaulle. En contribuant peut-être à lui sauver la vie. Plusieurs versions circuleront sur la façon dont Israël est intervenu pour déjouer une tentative d'attentat contre le président français peu avant le putsch avorté d'Alger d'avril 1961. Voici celle du gendre de De Gaulle, le général Alain de Boissieu, grand chancelier de la Légion d'honneur.

A l'époque où, avec les galons de colonel, il dirige l'état-major de l'inspection de l'arme blindée, il reçoit, le 29 mars 1961, la visite d'un de ses anciens camarades de promotion de l'Ecole de guerre, le général israélien Uzi Narkiss (le futur conquérant de la vieille ville de Jérusalem en juin 1967). Celui-ci vient le trouver pour lui demander de faire transmettre à son beau-père un message oral de la part de Ben Gourion. Le « Vieux » tient à l'aviser personnellement, mais hors des voies diplomatiques, de l'arrestation en Israël d'un Arabe de Palestine membre d'une équipe de terroristes entraînée au Caire et commanditée par des extrémistes pour assassiner le général de Gaulle. L'homme a été appréhendé au cours d'un séjour dans sa famille restée en Israël, juste avant le départ de son équipe pour la France.

Dans sa biographie d'Isser Harel, l'historien israélien Michel Bar-Zohar donnera d'autres précisions. Il raconte que, au début de la deuxième quinzaine de mars, un Israélien en poste à Paris a reçu la visite d'un Français, fervent catholique ami d'Israël, venu le trouver pour lui demander une assistance éventuelle à un projet d'attentat contre le bradeur de l'Algérie française, mis au point depuis trois mois par certains milieux de l'armée : un Arabe israélien serait entraîné pour exécuter cette mission. Il se ferait passer à son arrivée en France pour un extrémiste algérien, ce qui permettrait de mettre l'assassinat de de Gaulle sur le compte du F.L.N. et retournerait l'opinion contre les partisans d'une négociation au profit des « ultras ». S'ils parvenaient ainsi à prendre le pouvoir, ceux-ci s'engageraient à fournir à Israël toutes les armes nécessaires à sa défense...

L'Israélien a rapporté cette conversation, d'un ton amusé, à son ambassadeur, Walter Eytan, qui adresse aussitôt une lettre confidentielle à son ministre des Affaires étrangères, Golda Meir. Celle-ci a réuni ses conseillers et ses collaborateurs, qui ont envisagé l'éventualité d'un piège destiné à tester la loyauté d'Israël envers le gouvernement français. Elle a alors porté l'affaire devant Ben Gourion, en présence notamment d'Isser Harel. Soutenu du regard par le chef du Mossad, le « Vieux » est entré dans une vive colère : non seulement il ne pouvait être question de prêter la main à un quelconque complot contre de Gaulle, mais il fallait en avertir le chef de l'Etat français sans perdre une minute. Un télégramme ultra-secret donnait sur-le-champ des instructions fermes et détaillées à l'ambassade d'Israël à Paris. Le lendemain, 29 mars, le colonel de Boissieu recevait de la visite. Et en rendait compte à Georges Galichon, le directeur du cabinet du président de la République.

Nous sommes en mesure d'ajouter deux informations à ce récit incomplet. D'une part, l'Israélien qui est à l'origine du renseignement aurait été pressenti, le 25 mars, par un vieux cheval de retour des services secrets, le colonel Claude Arnoult, qui, après avoir travaillé pour l'Intelligence britannique sous l'Occupation, entretenait d'étroites relations avec le secrétariat d'Etat au Vatican.

D'autre part, au cours de la réunion du 28 mars tenue chez Ben Gourion, Isser Harel se serait heurté une fois de plus à Shimon Peres, qui n'était pas partisan d'une démarche auprès de l'Elysée dans quelque sens que ce fût. Mais le responsable des services spéciaux d'Israël se savait alors le conseiller le mieux écouté. Il était celui qui, l'année précédente, au faîte de sa carrière, avait réussi l'un des coups les plus spectaculaires de l'histoire secrète d'Israël : la capture d'Adolf Eichmann, le bourreau du peuple juif.

X

RICARDO KLEMENT, ALIAS
ADOLF EICHMANN

Le 23 mai 1960, à 16 heures, heure d'ouverture habituelle des séances du Parlement de Jérusalem, David Ben Gourion monta à la tribune pour lire une brève déclaration. Le bruit s'était répandu depuis une demi-heure dans les couloirs et les galeries de la Knesset que le Premier ministre allait annoncer un événement important. Derrière la table réservée aux membres du gouvernement avait pris place, pour la première fois, dans une travée spéciale, un petit homme chauve au regard d'acier, affligé de grandes oreilles. Le chef du Mossad, Isser Harel, que peu de gens, sur les bancs du public, connaissaient de vue, était exceptionnellement radieux.

— J'annonce à la Knesset, dit Ben Gourion d'une voix teintée de solennité, j'annonce à la Knesset qu'il y a peu de temps l'un des plus grands criminels nazis a été retrouvé par les services de sécurité israéliens : Adolf Eichmann, responsable, avec les autres chefs nazis, de ce qu'ils ont appelé la « solution finale du problème juif » — c'est-à-dire l'extermination en Europe de six millions de Juifs.

« Adolf Eichmann est déjà sous mandat d'arrêt en Israël et il passera sous peu en jugement en Israël conformément à la loi de 1950 sur les nazis et leurs collaborateurs. »

A la fin du seul ouvrage que le gouvernement israélien a autorisé l'ancien patron des services secrets à publier quinze ans après, *la Maison de la rue Garibaldi*, Harel écrit :

« L'annonce du Premier ministre provoqua la surprise la plus complète parmi les membres de la Chambre. On avait eu en général l'impression que le gouvernement réagissait de façon apathique aux rumeurs répétées selon lesquelles Eichmann était en vie. Personne à la Knesset ne savait que des volontaires israéliens étaient entrés en action avec l'intention de faire passer Eichmann en jugement.

« La nouvelle, de la Knesset, se répandit dans toute la nation d'Israël, parvint aux torturés qui avaient survécu à l'usine du meurtre, aux endeuillés qui avaient perdu tant d'êtres chers... Et la nouvelle parvint aux quatre coins de la terre, inspirant un sentiment de respect chez tous les hommes de bien; et avec elle parvint un avertissement aux meurtriers du peuple juif, à ceux qui se cachaient dans leur trou, à ceux qui pensaient que les années effaceraient leurs crimes et feraient taire les cris du sang répandu, à ceux qui croyaient que personne ne viendrait leur demander des comptes au nom des millions d'êtres humains sacrifiés à leur frénésie de meurtre. »

Le procès d'Eichmann, ouvert le 11 avril 1961 dans la grande salle, aménagée en tribunal, de la Maison de la Nation en voie d'achèvement à l'entrée de Jérusalem, marque un tournant dans l'histoire juive et dans la conscience collective des Israéliens. Pour les Sabras — nés en Israël — et pour les Juifs orientaux — originaires des pays méditerranéens et arabes —, c'est ce procès qui leur a fait comprendre ce qui s'était passé vingt ans plus tôt dans la lointaine Europe. L'inimaginable est alors entré dans l'intimité du peuple tout entier : c'est en tant que Juifs que les Juifs avaient été exterminés.

Ce jour-là, le procureur de l'Etat, Gedeon Hausner, commença de prononcer un pathétique « J'accuse » :

« Quand je me tiens devant vous, juges d'Israël, pour prononcer les paroles d'accusation contre Adolf Eichmann, je ne suis pas seul. Avec moi, en cet endroit et à cette heure, se tiennent six millions de procureurs. Mais ils ne peuvent se dresser, pointer leur doigt accusateur vers l'homme assis dans la cage de verre et crier : « J'accuse ! » Car leurs cendres sont dispersées sur les collines d'Auschwitz et les plaines de Treblinka, ou bien mêlées aux rivières de Pologne. Leurs tombes parsèment les étendues de l'Europe. Leur sang crie, mais leurs voix ne peuvent être entendues. »

Condamné à mort le 15 décembre 1961, le minutieux tâcheron de la solution finale fut pendu le 31 mai dans la prison de Ramleh et ses cendres furent répandues dans la mer, hors des eaux territoriales, pour qu'aucune parcelle de l'Etat juif n'en pût être souillée.

Aujourd'hui, plus de la moitié des Israéliens sont des Sabras, mais le souvenir de l'Holocauste, traumatisme ineffaçable, reste à la base du comportement national. Les six millions de victimes d'Eichmann et de la folie de ses chefs revivent sans fin sur cette terre de Palestine hantée de tant de fantômes. Cela explique en grande partie les peurs et les préjugés d'Israël, son obsession de la méfiance, ses réactions d'orgueil, son sentiment permanent de solitude dans un monde où de telles choses sont possibles. En même temps qu'il justifie l'existence de l'État d'Israël, l'Holocauste l'empêche de vivre normalement, en paix avec soi-même.

Avant le départ d'Isser Harel pour l'Argentine où il devait diriger personnellement l'enlèvement d'Eichmann, formellement identifié par une équipe du Mossad, Ben Gourion lui avait dit : « Amenez-le mort ou vif. » Puis il avait ajouté, pensif : « Plutôt vivant. Ce serait très important, moralement, pour les jeunes générations. »

Si l'exploit de l'opération réalisée à 18 000 kilomètres de Tel Aviv, dans la meilleure tradition du roman d'espionnage, est indéniable et restera son plus beau titre de gloire, le rôle de Harel dans la longue traque d'Eichmann en Argentine n'est pas tout à fait celui qu'il s'attribue dans son livre, encore moins celui qui a été auréolé par la légende.

La découverte d'Eichmann en Argentine est le fruit du hasard. Et son identification, celui de la ténacité d'un seul homme : le Dr Fritz Bauer, procureur général du Land de Hesse en Allemagne fédérale, un Juif allemand qui avait subi les persécutions nazies. Sans son insistance, ses interventions répétées, sa démarche pressante auprès du conseiller juridique du gouvernement israélien, Haïm Cohen, pour forcer la main du chef du Mossad, la piste du criminel de guerre eût été abandonnée. Et il lui a fallu deux ans de persévérance pour la faire aboutir. Sans sa détermination, le Mossad eût lâché prise. Avant la confirmation de sa présence en Argentine, il n'existait aucune section, aucun responsable chargé, au sein de la Centrale israélienne de renseignement, de suivre le dossier Eichmann. D'où la durée de l'enquête et le peu de zèle avec lequel elle a été menée au départ.

La première information était parvenue à Isser Harel vers la fin de l'automne de 1957. Elle lui avait été transmise par le Dr Shinar, chef de la mission israélienne à Bonn pour les réparations allemandes. Au cours d'un rendez-vous discret, le procureur Bauer avait dit, le 19 septembre, au Dr Shinar avoir reçu une correspondance d'Argentine permettant de retrouver la trace d'Eichmann à Olivos, dans la banlieue de Buenos Aires. Bauer a hésité à

communiquer à son gouvernement l'adresse qu'il venait d'obtenir :

— Je ne sais pas, lui confia-t-il, si je peux compter entièrement sur notre justice ici, moins encore sur notre ambassade là-bas. C'est pourquoi je ne vois rien d'autre à faire que de me tourner vers vous, à condition que cela reste strictement secret entre nous.

En janvier 1958, Harel envoya l'un de ses agents en Argentine à l'adresse indiquée. De l'impression misérable que lui firent les lieux — une modeste maison dans une banlieue déshéritée —, l'homme du Mossad conclut qu'Eichmann ne pouvait y habiter, convaincu que, s'il vivait encore, ce serait dans l'opulence.

A tout hasard, Harel fit demander au Dr Bauer, qui avait eu l'air si sûr de lui, la possibilité de vérifier sa source et, le 21 janvier, le procureur n'hésita pas à satisfaire sa demande. Un enquêteur chevronné partit pour voir le correspondant de Bauer en Argentine, Lothar Hermann, un ancien déporté qui avait perdu la vue dans les camps de concentration. La fille de l'aveugle avait fréquenté un garçon du nom de Nicolas Eichmann, dont elle avait une fois aperçu le père dans cette maison, qui pourrait bien être Adolf Eichmann. Il s'offrait à poursuivre lui-même l'enquête, et le policier lui demanda de chercher à obtenir les pièces nécessaires à son identification : son identité actuelle, sa photographie, son lieu de travail, et, si possible, ses empreintes digitales. Puis, à la mi-mars, il regagna Tel Aviv.

Deux mois plus tard, Hermann lui écrivit que la maison avait été construite en 1947 par un émigrant autrichien, Francisco Schmidt, et louée à deux locataires du nom de Dagoto et de Klement. Pour lui, aucun doute : « Ce Schmidt est l'homme que nous cherchons. Les deux autres noms lui servent de couverture. »

Harel ordonna à ses agents de vérifier ses dires. Toute une série de démarches fastidieuses leur prouva qu'en aucun cas le propriétaire ne pouvait être Eichmann. D'ailleurs, il n'avait jamais habité lui-même cette maison. A la lumière de ces résultats, le chef du Mossad arriva à la conclusion que les renseignements d'Hermann n'étaient pas dignes de foi. En août 1958, il leur fit abandonner le contact avec l'aveugle. Les investigations furent aussi abandonnées sans même qu'une photo fût prise des éventuels occupants de la maison ! Vers la fin de l'année 1958, la recherche d'Eichmann semblait plus problématique que jamais.

Il fallut une visite du procureur Bauer en Israël vers la fin de l'année suivante pour relancer l'enquête ! Il avait fait savoir au conseiller juridique du gouvernement israélien Cohen qu'il disposait d'un nouvel indice, émanant d'une source tout à fait différente, et qui conduisait une nouvelle fois à Buenos Aires. Le

6 décembre 1959, Cohen et Isser vinrent trouver Ben Gourion et lui racontèrent que Bauer se proposait de demander cette fois aux autorités argentines l'extradition d'Eichmann en Allemagne. Le « Vieux » écrivit ce jour-là dans son Journal intime la réponse qu'il leur fit : « Je leur ai dit d'empêcher Bauer de faire cette démarche. Qu'il ne dise rien à personne, qu'il nous donne simplement le moyen de retrouver Eichmann et, s'il est là, nous le capturerons pour l'amener ici. Isser s'en chargera. »

C'est alors que le procureur de Hesse vint apporter à Haïm Cohen une information d'une importance capitale. Sa nouvelle source, un ancien nazi qui voulait se venger d'Eichmann, lui avait fourni des détails sur l'évasion d'Allemagne du chef SS : Eichmann s'était caché après la guerre dans un monastère tenu par des prêtres croates, qui lui avaient procuré de faux papiers au nom de Ricardo Klement. Parvenu à Buenos Aires au début des années 1950, il s'y était fait délivrer une carte d'identité au même nom et, dans l'annuaire téléphonique de 1952, on trouvait ce nom à l'adresse d'une blanchisserie du quartier d'Olivos, mais ce commerce avait fait faillite. En 1958, il travaillait dans une société d'électricité proche de la ville de Tucuman.

Or, le nom de Klement figurait depuis mai 1958 dans le dossier d'Harel. Le premier informateur, Hermann, avait cru qu'il s'agissait d'un locataire bidon de la maison d'Olivos où sa fille avait aperçu les parents du garçon qui lui faisait la cour !... Haïm Cohen téléphona au chef du Mossad pour lui demander de vérifier les nouveaux renseignements.

— Envoyez quelqu'un à Buenos Aires, avait dû insister Bauer. Qu'il interroge les commerçants du voisinage, le boucher, le charcutier, pour savoir si Klement habite toujours là ou ce qu'il est devenu depuis.

C'est seulement à la fin de février 1960 qu'un des meilleurs enquêteurs d'Israël fut disponible pour aller en Argentine. Il s'arrêta dans deux autres pays d'Amérique du Sud afin de recruter une équipe de volontaires capables de l'assister dans sa mission. Le 4 mars, il fit envoyer un chasseur d'hôtel de Buenos Aires porter à la maison de Schmidt un cadeau à « Nicky » Klement de la part de la fille de l'aveugle : c'était en effet l'anniversaire du jeune Klaus Eichmann. La famille Klement venait de déménager depuis trois semaines sans laisser d'adresse. Mais, en insistant, le groom finit par retrouver le fils cadet qui travaillait dans le quartier pour lui remettre le paquet. Et pensa à relever le numéro de son scooter. La filature conduisit, le 10 mars, l'équipe du Mossad à un baraquement de brique de la rue Garibaldi dans le

quartier San Fernando, plus misérable encore que la banlieue d'Olivos.

A partir de la mi-mars, un soi-disant représentant d'une compagnie de machines à coudre commença de fréquenter les maisons de la rue Garibaldi. Il portait une petite mallette à l'intérieur de laquelle était dissimulé un appareil photo actionné par la pression d'un simple bouton. Il photographia discrètement Mme Klement et ses fils. Ricardo Klement était en déplacement du côté de Tucuman.

La preuve finale arriva le 21 mars sous la forme d'un modeste bouquet de primeroses. Ce jour-là, le représentant en machines à coudre vit descendre d'un autobus, au crépuscule, un homme chauve, maigre, portant moustache sous son grand nez et lunettes sous son large front, avec ces fleurs à la main. Il pressa sur le bouton quand il le vit se diriger vers la maison de brique. Il savait que cette date correspondait au vingt-cinquième anniversaire du mariage d'Adolf et de Vera Eichmann.

L'opération Eichmann pouvait commencer. Isser Harel débarqua le 1^{er} mai à Buenos Aires à la tête d'un commando trié sur le volet. Ricardo Klement fut enlevé le 11 en rentrant à son domicile, séquestré durant neuf jours sur place, drogué et embarqué, déguisé en steward, à bord du vol spécial 601 d'El Al du 20 mai, à l'occasion des cérémonies du 150^e anniversaire de l'indépendance argentine. Ce fut là le grand mérite d'Isser Harel.

« Ma capture s'est déroulée de manière absolument correcte, devait reconnaître le prisonnier. L'opération a été organisée et préparée de façon exemplaire. Mes ravisseurs ont pris un soin tout particulier à ne pas me blesser physiquement. Je me permets d'exprimer mon opinion sur le sujet, parce que j'ai une certaine expérience dans les domaines de la police et des services secrets. »

La nouvelle de l'enlèvement avait été transmise le 13 mai à Golda Meir et au général Haïm Laskov par l'un des adjoints d'Harel. Le « Vieux » se reposait alors dans son kibboutz du Néguev. Un messenger lui fut dépêché seulement deux jours plus tard. Ben Gourion médita en silence quelques minutes, puis interrogea le messenger :

— Quand Isser rentre-t-il ? J'ai besoin de lui.

Le 5 mai, en effet, le Premier ministre avait eu son premier entretien orageux avec le secrétaire général de la Histadrout Pinhas Lavon, son ancien remplaçant au ministère de la Défense. Lavon ne lui avait pas caché qu'il détenait désormais la preuve des faux commis en 1954 par ses « poulains » pour l'écarter des allées du pouvoir et qu'il se préparait à livrer la bataille pour sa

succession. Le 10 mai, le « Vieux » avait eu la confirmation par son secrétaire militaire, Haïm Ben David, de la falsification des documents de l'Aman relatifs à cette affaire. Il était alors parti de méchante humeur pour Sde Boker. Quand l'adjoint d'Isser Harel demanda à le voir le 13 pour lui faire part des nouvelles de Buenos Aires, Ben David lui répondit d'attendre deux jours s'il n'y avait pas « d'urgence ».

A la date du 15, Ben Gourion écrivit dans son Journal : « Eichmann a été identifié et arrêté. Il sera amené en Israël la semaine prochaine. S'il n'y a pas d'erreur d'identification, c'est une belle et importante opération. »

Le prestige d'Isser Harel atteint alors à son apogée. Mais c'est à partir de ce moment de gloire, assez rare pour un patron de services secrets, que sa carrière va connaître un déclin parallèle à celui de son maître. Il est pourtant prêt à lui rendre encore un éminent service personnel en répondant, en mars 1962, à une convocation pressante du « Vieux ».

Un drame familial privé qui remonte à plus de deux ans a coupé le pays en deux et menace le fragile équilibre de la coalition gouvernementale déjà minée par les divisions internes du parti travailliste : la disparition d'un enfant de 9 ans, Yossef Schumacher, enlevé à ses parents par une secte juive ultra-orthodoxe de Jérusalem. Militants laïcs et fanatiques religieux s'affrontent violemment, l'autorité de la loi est bafouée, la police ridiculisée, et toute la vie de la nation semble se polariser autour de la question qui bouleverse l'opinion et assaille les responsables : « Où est Yossélé ? »

L'impuissance des pouvoirs publics à y répondre apparaît à la majorité de la population à la fois comme un inquiétant signe de faiblesse et comme une concession de plus faite aux partis religieux opposés à toute séparation de la synagogue et de l'Etat.

— Où est Yossélé ? demande à son tour Ben Gourion au chef du Mossad. Tu as bien retrouvé Eichmann, démasqué Beer. Trouve-moi Yossélé, maintenant. Il y va aussi du prestige de l'Etat.

Isser Harel serait en position de se récuser. Il a accumulé assez de titres de reconnaissance et il s'est fait assez d'alliés au gouvernement, dont le principal est le ministre des Affaires étrangères Golda Meir, pour décliner un ordre aussi exorbitant. Mais il accepte, parce qu'il veut prouver une fois de plus à celui qui a

fait sa carrière, qu'il est le plus puissant, le plus capable, le plus digne de son estime. Il ne sait pas, en se chargeant de cette affaire, qu'il va au-devant d'une de ses missions les plus difficiles et les plus ingrates, car elle l'amènera à en négliger de plus essentielles...

Le chef du Mossad se fait donc remettre le dossier de police 720-60 qui retrace les vaines recherches entreprises sur le sort du petit Yossélé.

L'enfant a été confié à son grand-père paternel Nahman Shtarkes, un religieux ultra-orthodoxe de Jérusalem, le temps que ses parents, récemment immigrés de Pologne, trouvent une situation et un logement décent à Tel Aviv. Quand, en décembre 1959, sa mère, Ida Schumacher, a voulu le reprendre, le vieux Shtarkes a manifesté ses craintes qu'elle n'élève le garçon hors des strictes règles de vie de la Thora, telles qu'elles sont pratiquées à Mea Shearim, ce quartier de Jérusalem, à la lisière de la frontière jordanienne, dont les habitants passent leurs journées à prier, à étudier le Talmud et à se conformer à tous les rites. Pis : il s'était persuadé qu'Ida et son mari s'apprêtaient à s'en retourner en Russie avec leur fils. Il refusa de rendre le petit Yossélé.

La mère saisit la justice, et la haute cour d'appel ordonna au vieillard, le 15 janvier 1960, de restituer l'enfant à ses parents. Mais Yossélé n'était plus chez son grand-père. Il avait disparu. La police se heurta à une consigne de silence donnée par la secte ultra-juive des Neture Karta (les Gardiens des murs de la Cité), qui n'a jamais admis le principe même de l'Etat d'Israël. Au bout de deux mois d'enquête impossible, la police déclara forfait. La Cour suprême lui adressa un blâme et fit arrêter Shtarkes. La presse s'enflamma en mai 1960 et l'affaire fut inscrite à l'ordre du jour de la Knesset. Le parti religieux le plus rigoureux tenta vainement d'intercéder auprès des ultras. La polémique dégénéra toute une année en une « guerre de culture » qui poussait insensiblement le pays au bord de la guerre civile. Le vieux Shtarkes fut remis en liberté sans avoir parlé. Et, à la veille des élections d'août 1961, les partis de gauche formèrent un « Comité national pour la libération de Yossélé », tandis que la Cour suprême qualifiait ce kidnapping de « crime répugnant ». Ben Gourion était obsédé par la tournure politique de l'affaire qui risquait de faire éclater sa majorité parlementaire, fondée depuis le début sur la coalition des travaillistes, des libéraux et des religieux. La tension atteignait à nouveau un point culminant quand, au début de mars 1962, il a fait appel à son fidèle agent secret n° 1.

Après avoir refermé le dossier 720-60, Isser Harel mobilise ses meilleures équipes du Mossad et du Shin Bet et les saisit d'un

dossier opérationnel, sur la couverture duquel il inscrit lui-même un nom de code : « Opération Tigre ». Il leur ordonne d'y mettre tous leurs moyens.

Ses collaborateurs s'infiltrèrent systématiquement dans toutes les communautés de Juifs orthodoxes en Israël et essuient échec sur échec. Ils ont affaire à des gens rompus à la clandestinité et au secret, qui observent strictement les règles de la conspiration. Le monde des fanatiques leur apparaît comme un monde étranger, hermétique, hostile, une sorte de *terra incognita*, où ils se sentent perdus. Dans ce monde de longs caftans noirs, de chapeaux ronds et de toques de fourrure, de longues barbes, de papillotes bouclées, de crânes féminins rasés, les agents secrets des deux sexes sont trahis par leur aspect extérieur ou leur ignorance des rites.

« J'avais l'impression d'avoir atterri sur la planète Mars, avec la mission de me fondre dans la foule des petits êtres verts sans qu'ils s'aperçoivent de ma présence », racontera plus tard l'un d'eux.

Convaincu toutefois que, en l'absence de tout indice, l'enfant ne peut plus être en Israël, Harel prend personnellement en main sa recherche dans tous les foyers de fanatisme juif disséminés dans la diaspora. Il confie l'expédition des affaires courantes de la Centrale à l'un de ses adjoints et s'envole à tout hasard pour Paris, où il forme un état-major improvisé afin de lancer simultanément une série d'opérations en France, en Italie, en Suisse, en Belgique, en Grande-Bretagne et jusqu'en Afrique du Sud et aux Etats-Unis. Des centres communautaires, des écoles talmudiques, des orphelinats sont pendant des semaines passés au peigne fin.

Au début de mai, l'interception d'une lettre écrite par un Israélien effectuant son service dans un camp du Néguev et adressée à une femme disposant d'une boîte postale à Bruxelles attire son attention. Un phrase de l'expéditeur a été cochée par la censure parce qu'elle n'a aucun rapport avec le contexte : « Et comment va le garçon ? »

— Trouvez-moi cette femme, ordonne Harel.

Il apprend en même temps qu'une catholique française convertie au judaïsme, Madeleine Féraïlle, entretient des rapports étroits avec les milieux orthodoxes les plus fanatiques, qu'elle a connus et aidés dans la Résistance, lors de l'occupation allemande. Il lance à ses troupes plus de quarante agents secrets mobilisés à plein temps par l'« Opération Tigre ». Ils découvrent que cette belle prosélyte a hébraïsé son nom en Ruth Ben David et qu'elle correspond souvent avec le représentant à Londres de la secte Satmar, l'une des plus fanatiques de New York.

Le 21 juin, Isser Harel attire la jeune femme dans un piège et la séquestre au domicile d'un avocat — une villa de la banlieue parisienne. La Française ne se laisse pas impressionner pour autant par les yeux bleus perçants de son geôlier israélien. Après des heures et des jours d'interrogatoires intensifs, le chef du Mossad se rend compte qu'il ne parviendra pas à briser la volonté de fer de cette femme en alternant la manière forte et la manière douce.

Alors, il sort une troisième arme. A la menace et à la main tendue succède le chantage : la liste complète de toutes ses aventures passées, de ses amours tumultueuses qui ont précédé sa conversion. Un peu de publicité suffirait à ternir sa réputation aux yeux de ses nouveaux amis.

La belle Madeleine-Ruth craque. Elle raconte comment elle a accepté de venir chercher en Israël le petit Yossélé, qu'elle a déguisé en fille pour le conduire, à l'aide d'un passeport trafiqué « comme au temps de la Résistance », dans une famille de la secte Satmar à Brooklyn, où il vit depuis deux ans sous le nom de Yankulé.

Dès qu'elle lui a donné l'adresse, Isser Harel fait téléphoner en pleine nuit au ministre américain de la Justice, l'Attorney General Robert Kennedy, frère du Président, par l'ambassadeur d'Israël à Washington, pour exiger l'envoi immédiat d'un détachement du F.B.I. dans cette famille de Brooklyn. L'enfant retrouvé, il libère la jeune femme et l'encourage à venir s'installer en Israël, où elle finira par épouser un vieux rabbin de Mea Shearim.

Rendu le 4 juillet 1962 à ses parents, le jeune Yossélé deviendra plus tard officier d'artillerie, étudiant à l'université de Jérusalem, employé à la mairie de Holon, banlieue sud de Tel Aviv, pour la rééducation des jeunes déshérités, agent électoral du candidat de Begin à la mairie de sa commune en 1978...

Le prix de cet exploit d'Isser Harel se révélera, lui, beaucoup trop élevé. L'immobilisation pendant quatre mois de tout l'appareil des services secrets civils était disproportionnée à son objet : elle a englouti la quasi-totalité du budget annuel du Mossad. Mais, surtout, elle lui a fait rater l'occasion de mettre la main sur le Dr Josef Mengele, le criminel en blouse blanche d'Auschwitz, qui avait fui Buenos Aires au lendemain de l'enlèvement d'Eichmann.

Plus grave encore : la folle équipée de l'Opération Tigre a empêché le Mossad d'être informé à temps de l'activité déployée par les savants allemands réfugiés en Egypte.

XI
LE CRÉPUSCULE DES « VIEUX »

Il n'y a pas trois semaines que l'avion ramenant de New York le petit Yossélé a été accueilli à Lod dans une atmosphère de kermesse. Le retour de l'« enfant de la discorde » met fin à une aventure incroyable qui a coupé le pays en deux, accusant ses divisions entre pratiquants et libres penseurs. Israël est en passe de devenir le seul Etat au monde dont les services secrets fassent l'unité et l'admiration de la nation tout entière. La presse se répand en dithyrambes sur leur dévouement qui n'a d'égal que leur efficacité.

Isser Harel a reçu de ses collègues un bébé tigre en peluche, en souvenir l'opération Tigre, heureusement terminée ce 4 juillet 1962.

Le 21 juillet, c'est la douche écossaise. Devant un parterre de journalistes, en présence d'un Nasser triomphant, l'armée égyptienne procède au lancement de quatre fusées peintes en noir et blanc, deux grandes et deux petites, qui, après un départ parfait dans un nuage de flammes, vont atteindre leurs cibles. La nouvelle surprend le monde et stupéfie Israël, dont les dirigeants semblent pris complètement au dépourvu. Le surlendemain, vingt de ces engins, enveloppés dans les plis du drapeau égyptien, remorqués à travers les rues du Caire, constituent le clou de la grande parade militaire qui marque le dixième anniversaire de la révolution. Un communiqué officiel précise que deux des quatre fusées sol-sol

expérimentées avec succès, du type Al Zafer (le Vainqueur), ont une portée de 280 kilomètres, et les deux autres, du type Al Kaher (le Conquérant), de 560 kilomètres. Devant la foule en délire, le Raïs proclame que les deux dernières sont capables « d'atteindre n'importe quel objectif au sud de Beyrouth ».

Là-bas, au sud de Beyrouth, une pluie de critiques s'abat aussitôt sur les services secrets d'Israël. Non seulement ils n'ont pas été capables de prévoir ces explosions fracassantes dans le ciel égyptien, mais ils ont, pendant des mois, mobilisé toutes leurs ressources au service d'une affaire de famille.

— Au lieu de s'occuper des dangers qui menacent la sécurité du pays, disent les adversaires d'Isser-le-Petit, il a passé son temps à chercher son Yossélé et à courir après la Française...

Pris de court par l'événement, le chef du Mossad décide de prendre les devants et de mettre les bouchées doubles. Il vient trouver Ben Gourion :

— Je m'engage, lui dit-il, à réunir en quelques mois tous les détails sur le programme balistique de l'Égypte et sur la fabrication de ces fusées.

Le 4 août, l'œil du Mossad au Caire, Wolfgang Lotz, implanté depuis un an en se faisant passer pour un riche éleveur de chevaux allemand à l'hospitalité généreuse envers les dignitaires de l'ancien et du nouveau régime et pour ses nombreux compatriotes de la colonie allemande d'Égypte, est convoqué d'urgence par ses chefs à Paris :

— Le Tout-Le Caire fait du cheval dans votre manège et le champagne coule à flots dans vos réceptions, c'est très bien. Mais vous n'avez pas été capable de nous renseigner sur l'essentiel. Les fusées de Nasser ont été mises au point par les savants allemands qu'il a engagés à son service et qui fréquentent vos brillantes soirées. Et vous n'en avez rien su ! Il vous faut réparer cet échec en prenant pied dans leur milieu, et en poussant dans ce sens votre prospection de manière radicale.

Non pas en quelques mois, comme l'a promis Harel à Ben Gourion, mais à peine en quelques semaines, les agents du Mossad parviennent à obtenir tous les renseignements nécessaires : le concours des savants allemands installés en Égypte aux programmes militaires spéciaux de Nasser n'a plus de secret pour eux.

Le 16 août, Isser Harel se présente au bureau de la présidence du Conseil, un épais dossier sous le bras. Moins d'un mois après leur lancement, il est en mesure de faire au « Vieux » l'historique des fusées germano-égyptiennes.

C'est au milieu de l'année 1959 que Nasser a décidé de battre

le rappel des techniciens, ingénieurs et savants allemands redevus disponibles — après leur écrémage par les Alliés — pour alimenter la section secrète dont il venait de doter son armée : le bureau des programmes militaires spéciaux, chargé de la mise au point d'armes secrètes et d'engins perfectionnés. Placé à sa tête, l'ancien chef du Deuxième Bureau de l'Armée de l'air, le général Mahmoud Khalil, partit pour l'Allemagne à la saison de la chasse. La sienne, aux cerveaux, l'a conduit le 29 novembre 1959 en Bavière, signer, dans une villa de Munich, un contrat avec le célèbre avionneur Willy Messerschmitt pour la construction d'une usine aéronautique en Egypte. Puis il a fait escale à Stuttgart, où il a trouvé une pépinière de scientifiques amers et frustrés, dont certains avaient déjà cherché asile en Egypte après la défaite du régime hitlérien qu'ils avaient servi : l'Institut de recherche sur la propulsion par réaction. Khalil a offert des contrats mirifiques au directeur de l'Institut, le professeur Eugen Sänger, au directeur du département des moteurs, Wolfgang Pilz, ancien ingénieur de Peenemünde, berceau des V2, au directeur du département d'électronique, Paul Goerke, au directeur du département de chimie, Ermin Dadieu, et au directeur administratif Heinz Krug, ainsi qu'au directeur d'un laboratoire électronique installé à Lörrach, près de Bâle, Hans Kleinwachter. Ce dernier avait travaillé en France avec Pilz et Goerke à la mise au point de la fusée Véronique.

Le Nemrod égyptien envoyé par Nasser leur a demandé de venir construite secrètement des engins balistiques sol-sol. Enfin, il a embauché, dans sa tournée, un ingénieur de la firme Daimler-Benz, Ferdinand Brandner, pour installer une usine de moteurs à réaction.

Quelques mois plus tard, un millionnaire égyptien résidant en Suisse a fondé, avec Messerschmitt et Brandner, deux sociétés de couverture pour l'achat des matières premières et des pièces de précision. Et le Dr Krug a été placé à la tête d'une autre société commerciale, l'Intra-Händel, chargée de l'achat de brevets et de l'acheminement d'accessoires, installée dans les bureaux allemands de la compagnie aérienne égyptienne United Arab Airlines.

Toutes ces équipes sont arrivées en 1960 sur les bords du Nil. Les Allemands ont apporté dans leurs bagages les plans de quelques types de fusées, versions modifiées des V2 et de Véronique, et commencé d'édifier leurs installations secrètes pour fabriquer leurs engins au début de 1961. Mais, vers la fin de cette année-là, les autorités fédérales allemandes ont découvert les liens de l'Institut de Stuttgart avec la société Intra-Händel et contraint le professeur Sänger à démissionner de ses fonctions et à cesser toute



L'ALBUM DE FAMILLE DU FOYER NATIONAL JUIF.



1/ Le mariage de Sarah Aaronsohn (au centre), la future héroïne du réseau Nili, à Zikhron Yaacov, en 1915.

2/ Le chef du département politique de l'Agence juive, Haïm Arlosoroff (lunettes), au côté du président Haïm Weizmann (barbiche) et de cheikhs arabes de Palestine.

3/ Magda Friedlander avec son mari, Joseph Goebbels et leurs enfants.

4/ Le premier chef du Palmakh, Ytzhak Sadeh, avec ses deux disciples préférés, Ygal Allon (à gauche) et Moshe Dayan (à droite), au printemps 1941.

5/ Le garde-côte *Sea Lion*, disparu le 18 mai 1941 dans les eaux libanaises avec les vingt-trois meilleurs éléments du Palmakh.





6



8



9



10



11



12

A/ - L'AMAN (DEUXIEME BUREAU)

6/ Isser-le-Grand (Beerl), première victime des purges de 1948.

7/ Le colonel Benjamin Gibly, deuxième chef du service de renseignement de l'Armée (Aman), limogé en février 1955.

8/ Le colonel Yehoshafat Harkabi, troisième chef de l'Aman, limogé en mai 1959, victime d'un exercice d'action psychologique.

9/ Le colonel Haim Herzog, quatrième chef de l'Aman, remercié en novembre 1961 (à gauche), et le général Meir Amit, cinquième chef de l'Aman et l'un des rares à avoir rempli son mandat sans problèmes (à droite).

10/ Le général Aharon Yariv, sixième chef de l'Aman (1963-1972).

11/ Le général Eli Zeira, septième chef de l'Aman, limogé en avril 1974 à la suite des défaillances de Kippour.

12/ Le général Shlomo Gazit, huitième chef de l'Aman, frère de l'ambassadeur d'Israël en France.